

Numéro 141 du 17 janvier 1983 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Les femmes contre l'austérité capitaliste



La lutte contre les missiles impérialistes en Europe



SENEGAL Elections et politique d'unité nationale

URUGUAY Après les "élections internes" de novembre 1982

Sommaire du numéro 141 du 17 janvier 1983

3	EUROPE	Les femmes contre la crise	Penny DUGGAN
7	MILITARISATION	L'enjeu du mouvement contre les missiles US en Europe	John ROSS
8	—	Cuba 1962 : la crise des fusées	INPRECOR
12	—	USA : la frauduleuse « Option zéro » de Ronald Reagan	John ROSS
13	—	France : le gouvernement Mitterrand accentue son effort de militarisation	Jean-Louis MICHEL
15	SENEGAL	Consultations électorales et politique d'unité nationale	Claude GABRIEL François CAZALS
16	—	La LCT : du Front unique anti-impérialiste au soutien à une candidature bourgeoise	C. G., F. C.
20	URUGUAY	Le projet de la dictature mis en échec aux « élections internes » du 28 novembre 1982	D.J.
21	—	Entretien avec Luis Romero, dirigeant en exil du Parti pour la victoire du peuple (PVP)	Propos recueillis par Luis ALONSO
23	—	« Vote blanc contre la dictature ! »	Parti socialiste des travailleurs d'Uruguay (PST-U)
24	INDE	La grève des ouvriers du textile de Bombay	Amar JESANI, Kunal CHATTOPADHYAY
27	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	SUEDE : Un trotskyste réélu président du comité d'atelier de Volvo. AVERTISSEMENT AUX LECTEURS : Pourquoi nous passons à 28 pages.		
28	NICARAGUA	Le plan d'invasion somoziste a échoué	Agence « NUEVA NICARAGUA »

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Les femmes contre la crise

En lutte contre la politique d'austérité du capitalisme

ALORS qu'au cours des dix ou quinze dernières années la position des femmes en Europe de l'Ouest s'était sensiblement améliorée, sous beaucoup d'aspects, il existe aujourd'hui un risque réel que ces acquis ne soient de plus en plus remis en cause.

Les femmes sont en effet en première ligne des attaques

Penny DUGGAN

C'est sur les femmes, en tant que ménagères chargées de l'entretien de la maison et de la famille, que la réduction des divers budgets sociaux, ceux des crèches, de la santé, etc., ainsi que la baisse des salaires réels, font peser le plus lourd fardeau. En tant que travailleuses, elles sont considérées comme une main-d'œuvre élastique, car, selon les employeurs, elles ne travaillent après tout que pour leur argent de poche et elles peuvent donc être intégrées à la force de travail ou en être exclues selon les besoins des patrons.

En même temps, une offensive idéologique massive est lancée pour justifier les attaques matérielles contre les droits des femmes, attaques qui cherchent à revenir sur les acquis des années 1970 obtenus au cours de la montée du mouvement des femmes dans une période où la crise n'était pas assez profonde pour empêcher l'obtention de quelques concessions.

Le mouvement de libération des femmes, qui a crû dans toute l'Europe occidentale au cours des années 1970, connaît aujourd'hui un déclin organisationnel. Ce mouvement s'était surtout développé en dehors des organisations ouvrières, se fondant sur les groupes de femmes non-mixtes qui, le plus souvent, étaient composés d'étudiantes ou de femmes exerçant des professions libérales.

L'impact de ce mouvement fut énorme. Les idées sur l'égalité et la libération des femmes firent surgir questions et réponses dans toutes les couches de la société. Aussi, bien que les groupes et les organisations de femmes aient perdu de leur force organisationnelle et de leurs perspectives politiques, ces idées restent très largement implantées dans de larges couches de la société.

LE RETOUR A LA FAMILLE

La contre-attaque idéologique s'est produite après plus d'une décennie d'ouvertures croissantes en faveur des revendications des femmes. Elle sert à justifier les restrictions apportées aux droits des femmes sur tous les terrains, leur droit au travail, en particulier à des emplois quali-

capitalistes, à la fois à cause de leur rôle dans la famille et de leur position dans le monde du travail. C'est pourquoi le mot d'ordre « *Les femmes contre la crise* » s'entend de plus en plus fréquemment dans les meetings, les congrès et les manifestations ouvrières.

fiés et à temps plein, leur droit à des équipements publics collectifs pour la garde des enfants, leur droit même de décider si elles auront des enfants et à quel moment. Citons Patrick Jenkin, secrétaire d'Etat aux Services sociaux de l'actuel gouvernement britannique : « *Vous savez, si Dieu avait voulu qu'il y ait des droits égaux au travail, il n'aurait pas créé des*

hommes et des femmes. » De telles opinions ne sont pas particulières à des hommes de droite comme ceux qui composent le présent gouvernement de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. Au sein du mouvement ouvrier lui-même, certains pensent que les femmes devraient sacrifier leur emploi pour laisser le travail aux hommes ou aux jeunes au chômage.

Une telle tentative de faire tourner les horloges à l'envers n'est pas nouvelle. Pendant la Deuxième Guerre mondiale on a, dans de nombreux pays, encouragé les femmes à aller travailler pour effectuer des tâches de production indispensables auparavant accomplies par les hommes. Pour que cela soit possible on créa, par exemple en Grande-Bretagne, un nombre non négligeable de crèches, de laveries publiques et de restaurants subventionnés. On lança une campagne pour convaincre les femmes qu'elles pouvaient et devaient prendre des emplois, dont beaucoup, comme dans les fabriques de munitions, étaient à la fois pénibles et dangereux. Cela donna à beaucoup de femmes jeunes un goût de l'indépendance économique et sociale dont elles garderont le souvenir leur vie durant.

Cependant, une fois la guerre finie et les hommes revenus à la vie civile, les attitudes changèrent brutalement du tout au tout. Un pédiatre de l'époque, le docteur Benjamin Spock, qui fut soudainement acclamé comme le grand théoricien de l'éducation des enfants, expliquait que les femmes devaient se consacrer à leurs enfants pendant les cinq premières années de leur vie, à moins qu'elles ne veuillent que leurs bébés ne soient perturbés psychologiquement en grandissant.

On expliqua également aux femmes qu'il était désormais de leur devoir d'abandonner leur travail pour le laisser aux hommes. Les services sociaux disparaurent brusquement. Tout changea et, même à Paris, les créateurs de la mode rallongèrent les jupes pour « retourner à la féminité ». La période des jupes courtes et pratiques des années de guerre était terminée.

Aujourd'hui, il sera moins facile de faire rentrer les femmes à la maison. Ce qui a été acquis par les femmes au cours





Les infirmières britanniques en grève pendant plusieurs mois à l'automne dernier. (DR)

des dernières années est le résultat de leurs luttes, et il sera difficile de persuader du contraire les larges couches de femmes qui considèrent avoir gagné le droit de déterminer le cours de leur vie. L'intégration massive des femmes dans la force de travail pendant le boom de l'après-guerre a amené un changement structurel du statut des femmes qui ne pourra pas aisément être renversé.

Mais cela ne signifie pas que les coups actuellement portés contre les droits des femmes ne doivent pas être pris au sérieux. Il est indispensable que les femmes et les hommes, ensemble, en tant que classe ouvrière unifiée, combattent pied à pied pour la défense et l'extension des droits des femmes.

REMISE EN CAUSE DU DROIT A L'AVORTEMENT

L'une des mobilisations centrales du mouvement des femmes en Europe de l'Ouest a été la campagne pour le droit à l'avortement et à la contraception. Les femmes savent que faute de pouvoir décider si et quand elles auront des enfants, beaucoup d'autres droits perdent toute signification.

Depuis le milieu des années 1960, quelques progrès ont été faits, à cet égard, dans presque tous les pays d'Europe. Même là où la loi n'a pas changé, la campagne menée par les femmes a provoqué un débat sur un sujet naguère tabou, et presque toujours, dans la pratique, les lois ont été moins rigoureusement appliquées.

Mais, aujourd'hui, même quand les lois ont été libéralisées, les femmes se retrouvent toujours davantage sur la défensive. La Loi sur l'avortement, de 1967, en Grande-Bretagne, a connu dix tentatives parlementaires de l'amender dans un sens restrictif, depuis qu'elle a été votée. Elle a uniquement survécu grâce aux mobilisations massives qui ont obtenu le soutien du mouvement syndical et du Parti tra-

vailliste. Mais les attaques « en douce » continuent : procédures bureaucratiques alourdies pour les médecins et les patientes, tracasseries de la part des adversaires farouches de l'avortement à l'encontre de médecins connus, propagande hystérique sur les « horreurs » commises dans les hôpitaux et, naturellement, réduction du financement des services de santé en ce qui concerne l'avortement.

Dans d'autres pays « libéraux » du nord de l'Europe, le mouvement des femmes se prépare à l'action défensive. En Suède, une commission du gouvernement est en train de préparer un rapport sur le fonctionnement de la loi sur l'avortement, et bien qu'on ne s'attende pas à ce que des changements soient proposés, on pense généralement que les groupes hostiles à l'avortement vont profiter de l'occasion pour accroître leur activité.

Même là où l'avortement reste totalement illégal, il y a des tentatives de durcir encore les positions. En Irlande du Sud, où il n'est autorisé sous aucun prétexte, un amendement à la Constitution a été proposé, qui rendrait automatiquement anticonstitutionnelle une loi cherchant à atténuer la prohibition de l'avortement ; son adoption rendrait extrêmement difficile tout projet dans cette voie.

En Belgique, où l'avortement est également interdit, les poursuites judiciaires contre des femmes et des médecins ont repris en 1982, après avoir, de fait, été suspendues depuis 1973. Bien que les sentences rendues jusqu'à présent aient été relativement légères, les médecins concernés continuent à pratiquer des avortements et ils courent donc le risque de nouvelles poursuites.

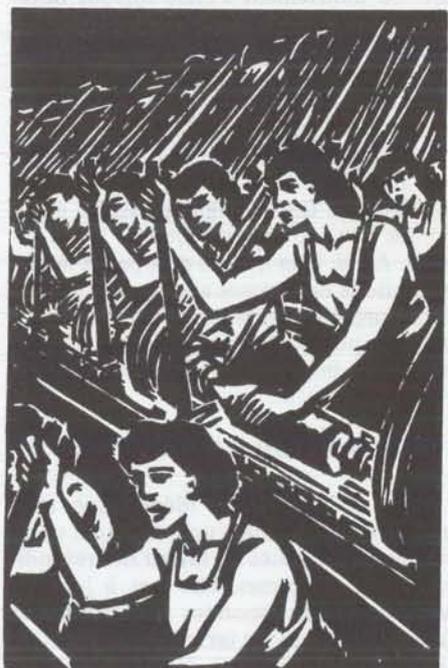
Dans l'Etat espagnol, une victoire relative a été acquise lors des procès de Bilbao, en avril 1982, où l'on jugeait des femmes et des médecins accusés d'avoir subi ou pratiqué des avortements. La sentence n'a, en effet, comporté que des peines minimales ou des acquittements. Ce-

pendant, le gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) nouvellement élu n'a fait que très peu de promesses sur la question de l'avortement. « Une faible dépenalisation de l'avortement qui, en réalité, refusera ce droit aux femmes », explique *Combate*, l'hebdomadaire de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol), dans son numéro du 8 octobre 1982.

Au Portugal, le Parti communiste a récemment proposé au Parlement une loi qui vise à introduire quelques droits limités concernant l'avortement dans les 12 premières semaines. Bien que cette proposition ait été rejetée par 127 voix contre 105, elle représente un pas en avant, car c'est la première fois que ce sujet a été soulevé au Parlement portugais (cf. *Inprecor* numéro 140 du 3 janvier 1983).

L'une des victoires des années 1970 avait été l'introduction d'une loi autorisant l'avortement en Italie, pays à majorité catholique écrasante. Mais cette loi s'est toujours heurtée à des difficultés de fonctionnement. Une clause permet au personnel médical de refuser de pratiquer des interruptions de grossesse pour des raisons de conscience personnelle, et cela crée un obstacle bien plus important en Italie qu'en Grande-Bretagne par exemple, bien qu'une grande majorité des femmes se soient prononcées pour le droit à l'avortement lors du référendum sur cette question, qui a eu lieu au mois de mai 1981 (cf. *Inprecor* numéro 101 du 13 mai 1981). Aujourd'hui, les cliniques spéciales réservées aux femmes, les *consultori*, ont été intégrées au système de santé publique et retirées du contrôle direct des femmes. On leur a également assigné d'autres tâches concernant les vieux, les drogués, et elles sont donc moins disponibles pour les femmes.

Le seul véritable succès récent, sur cette question, a été, en France, la décision du gouvernement Mitterrand, après



bien des tergiversations d'ailleurs, d'introduire le remboursement à 70 % du coût de l'avortement. La promesse en avait été faite avant le 10 mai 1982, mais son application n'est intervenue qu'en décembre 1982.

Les attaques contre le droit à l'avortement constituent la pièce maîtresse de l'offensive idéologique destinée à dénier aux femmes tout rôle en dehors de leur place traditionnelle de maîtresse de maison et de mère de famille. Comme ce fut l'une des campagnes centrales du mouvement des femmes, la lutte pour le « droit de choisir » est l'une des questions du mouvement de libération des femmes qui a été le plus largement débattue par le mouvement ouvrier et ses partis politiques.

En Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier est relativement en avance sur celui de la majorité des autres pays d'Europe, car la confédération syndicale qui regroupe l'ensemble des syndicats, le Trade-Union Congress (TUC) et le Parti travailliste, soutiennent la revendication du droit à l'avortement et s'apprentent à passer à l'action pour défendre la loi actuelle qui constitue un acquis.

Dans les autres pays, la plupart des syndicats et des partis d'obédience social-démocrate, ainsi que les partis communistes et les syndicats qu'ils influencent, ont fait quelques pas dans la voie du soutien aux revendications des femmes dans ce domaine. Mais ce n'est pas le cas en Hollande par exemple, où les femmes ne constituent qu'un pourcentage particulièrement faible de la force de travail (20 %). En Belgique, le débat au sein du mouvement ouvrier s'est élargi et touche maintenant la Confédération des syndicats chrétiens. Cela s'est produit parce que pour réaliser l'unité nécessaire à l'organisation de la manifestation du 8 mars 1982 (Journée internationale de la femme) sous le mot d'ordre « *Les femmes contre la crise !* », il avait été convenu de laisser de côté la question de l'avortement. Après la manifestation, un débat naquit sur cette question, surtout parmi les militantes à la base du syndicat chrétien (cf. *Inprecor* numéro 112 du 5 avril 1982).

Mais, et cela n'est pas surprenant, ce sont les problèmes rencontrés par les femmes en tant que travailleuses qui ont eu le plus d'écho dans le mouvement ouvrier.

LE DROIT AU TRAVAIL

La crise économique réduit le salaire réel des travailleurs et le chômage les frappe durement. Dans ces conditions, il devient de plus en plus évident que le salaire féminin, y compris celui des femmes mariées, n'est pas destiné à des « extras » ou à des achats de luxe, mais constitue une part essentielle du revenu. Evidemment, ce fut toujours le cas pour le nombre sans cesse grandissant des femmes qui vivent seules ou sont chefs de famille. Pour toutes les femmes, un revenu personnel est de toute façon une garantie d'indépendance.

Depuis le début de la crise, le chômage des femmes a crû à un taux plus rapide

que celui des hommes. En Grande-Bretagne, le chômage des femmes grimpe deux fois plus vite que celui des hommes : 29,4 % contre 16,2 % pour la période de 1973 à 1978. En Belgique, ce n'est qu'en 1982 que le taux de chômage a commencé à croître plus vite pour les hommes que pour les femmes.

A cause de leur rôle spécifique dans la famille, les femmes constituent le gros de la « réserve » de main-d'œuvre du capitalisme, à travers le temps partiel, les

Manifestation de femmes pour le remboursement de l'avortement à Paris en octobre dernier. (DR)



contrats de courte durée, ou bien parce qu'elles sont contraintes, tour à tour, de s'intégrer ou de s'exclure de la force de travail, selon les nécessités familiales. Elles constituent également, de façon générale, un secteur moins qualifié et qui rencontre de plus en plus de difficultés à obtenir un emploi, une fois que, pour une raison quelconque, elles ont quitté leur travail.

Le secteur public, qui employait un grand nombre de femmes, a vu stopper sa croissance jusqu'alors continue. C'est un important facteur supplémentaire de l'augmentation rapide du chômage des femmes.

Mais les chiffres eux-mêmes n'illustrent pas totalement l'ampleur du chômage féminin. Beaucoup de femmes, surtout mariées, ne s'inscrivent pas comme chômeuses parce qu'elles ne bénéficient pas d'indemnités, elles n'en voient pas l'intérêt, ou parce qu'elles ne se considèrent pas elles-mêmes comme des chômeuses.

Le droit au travail pour les femmes ne peut être réellement défendu que par des actions spécifiques dans le cadre de la défense de l'emploi pour toute la classe ouvrière. La satisfaction de la revendication de la semaine de 35 heures pour créer des emplois, et de celle de l'indexation des salaires sur l'augmentation du coût de la vie, seraient d'un immense apport pour les femmes, couche de la population dont le chômage est élevé et les salaires bas ; en Grande-Bretagne, la moyenne des salaires féminins n'est que 60 % de celle des salaires masculins.

Il faut aussi encourager les femmes à multiplier les occasions d'entrer dans de nouveaux secteurs de travail qui sont traditionnellement dominés par la main-d'œuvre masculine. Le programme de mesures compensatoires (*Affirmative Action*) instauré aux Etats-Unis a été étudié avec intérêt dans de nombreux pays européens. Ce programme prévoit l'obligation légale pour les employeurs d'atteindre un certain quota d'employées, dans les mines par exemple.

UN MOYEN D'AMÉLIORER LA SITUATION

Historiquement, on a refusé aux femmes l'instruction qui leur aurait donné accès aux emplois qualifiés, dans l'industrie comme dans les autres secteurs. Si des mesures rapides ne sont pas prises pour surmonter ce désavantage historique, la notion d'« accès égal » à l'emploi perd son sens. Car, tout simplement, les femmes ne sont pas suffisamment qualifiées pour occuper de nombreux emplois. En Grande-Bretagne, par exemple, où beaucoup d'emplois dans la mécanique, l'électricité, la conduite des trains, etc., demandent un apprentissage, on ne trouve pratiquement de femmes apprenties que dans la coiffure.

Cette idée de mesures volontaristes destinées à aider les femmes à entrer dans différents métiers est de plus en plus largement mise en avant. En Autriche, la social-démocratie au pouvoir a fait des tentatives limitées pour encourager les femmes à suivre des cours de mécanique électrique et s'est déclarée en faveur de mesures compensatoires pour les femmes. En Allemagne de l'Ouest, on a institué un programme d'apprentissage spécial pour les jeunes femmes dans une entreprise de la ville de Cologne, mais il s'est avéré qu'à l'issue de ces cours, elles avaient des difficultés à trouver un emploi permanent. C'est arrivé dans d'autres pays aussi, lorsque des entreprises ou des institutions de formation avaient introduit de tels cours, sans que cela fasse partie d'un plan d'en-

semble incluant l'obligation pour les employeurs de faire un effort de discrimination positive pour l'embauche de femmes. C'est l'une des principales faiblesses de la Loi contre la discrimination sexuelle qui a été adoptée en Grande-Bretagne, qui permet une discrimination positive en faveur des femmes au niveau de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'image de la femme dans la publicité, mais pas au niveau de l'embauche. Cependant, le TUC et le Parti travailliste ont adopté une politique de soutien aux mesures compensatoires et quelques patrons se sont déclarés être partisans de l'« égalité des chances » en s'engageant à employer des femmes au même titre que les hommes dans des emplois traditionnellement masculins.

Les ouvriers de l'automobile de chez FIAT, en Italie, ont fait un grand pas en avant dans ce domaine. Les syndicats de la firme ont obligé la direction à accepter que 50 % des nouveaux embauchés soient des femmes. En Suède, les entreprises des secteurs particulièrement touchés par la crise et qui veulent des aides gouvernementales, doivent embaucher au moins 40 % de femmes. De plus, les firmes qui, dans ce pays, décident d'employer des femmes à des travaux traditionnellement réservés aux hommes, se voient attribuer de grosses subventions de l'Etat. Ce sont là quelques exemples parmi les plus significatifs de ce qui a pu être obtenu. Il est important de constater que, de l'Espagne où les Commissions ouvrières (CCOO), l'un des principaux syndicats, ont prévu une conférence ayant comme thème principal le droit des femmes à l'emploi et les mesures compensatoires, jusqu'à la Suède, cette question attire de plus en plus l'attention à travers toute l'Europe. Comme des femmes italiennes l'écrivaient dans une circulaire proposant la tenue d'une conférence européenne sur les femmes et le travail : « *Même les thèmes du féminisme ont changé depuis l'entrée massive des femmes sur le marché du travail (pendant le boom de l'après-guerre). La question centrale est devenue la suivante : quel travail ?* »

TRAVAIL PARTIEL ÉGALE CHOMAGE PARTIEL

Le travail à temps partiel est souvent vu comme une bonne chose par les femmes, c'est-à-dire comme leur permettant de combiner un emploi — qui leur offre une certaine indépendance et un peu d'argent de poche — avec leurs responsabilités envers les enfants et la famille.

La vérité est, bien sûr, assez différente. Il faut tout d'abord affirmer le principe du droit des femmes à un emploi et à un salaire complets, ainsi qu'à un travail satisfaisant. Ensuite, il faut expliquer que le travail à temps partiel ne sert que les intérêts des patrons. En effet, il permet à ces derniers un usage plus souple de la force de travail qui correspond aux nécessités de l'accroissement du profit. Le travail à temps partiel rend l'emploi précaire et casse l'organisation et la solidarité des travailleurs. Il permet aux em-

ployeurs d'utiliser la force de travail des femmes sans avoir à payer, que ce soit individuellement ou par l'intermédiaire de l'Etat, pour la création de services collectifs comme les crèches, qui rendraient plus accessible aux femmes le travail à temps complet.

Dans beaucoup de pays, les travailleurs à temps partiel ne bénéficient pas des mêmes avantages en termes de congés payés, d'indemnités pour maladie ou de sécurité de l'emploi que les travailleurs à temps complet. En France, par exemple, les travailleurs à temps partiel sont payés en moyenne à un taux inférieur d'environ 15 à 20 % à celui des salariés à plein temps. Et cela, malgré les « améliorations » apportées au travail à temps partiel par de récents décrets gouvernementaux.



On présente souvent le travail à temps partiel comme un « partage » du travail ou une nouvelle façon, plus libre, d'organiser le travail permettant aux gens d'accorder davantage de temps à d'autres occupations. Mais, contrairement à la revendication ouvrière de « partage du travail sans perte de salaire », le travail à temps partiel implique bel et bien une perte de salaire. Lorsqu'on regarde les statistiques, il est clair que les femmes n'ont pas choisi le temps partiel. Comment serait-il possible que 40 % des femmes qui travaillent en Grande-Bretagne, par exemple, aient choisi des emplois mal payés et instables ?

De nombreux syndicats ont formellement critiqué la tendance à instituer légalement le travail à temps partiel, mais peu d'actions concrètes ont été menées. La Confédération générale du travail (CGT) qui, en France, était opposée au temps partiel, n'a pas réagi quand le gouvernement Mitterrand a annoncé son inclusion dans les décrets régissant les embauches. Lorsqu'on demanda à Henri Krasucki, le dirigeant de la CGT, lors d'une réunion de déléguées d'entreprise, le 9 novembre 1982, comment son syndicat envisageait la riposte, il répondit qu'une conférence de presse avait été organisée et que, pour le reste, les travailleurs sauraient quoi faire dans leurs entreprises.

LES FEMMES CONTRE LA CRISE

L'ampleur des attaques actuelles contre les femmes pose de façon aiguë certains problèmes politiques. Comment défendre les droits des femmes comme partie prenante de la défense des droits et du niveau de vie de la classe ouvrière ? La défense de leurs droits, par exemple le droit

au travail, est-elle contradictoire avec celle du droit des hommes ?

Malgré les progrès accomplis dans le mouvement ouvrier par l'adoption formelle de positions en faveur des femmes, il est souvent trop clair qu'il ne s'agit que de démagogie, et que dans la lutte concrète pour défendre les emplois, la bureaucratie ouvrière sacrifiera les femmes.

Et pourtant, ces dernières ont souvent été à l'avant-garde des luttes. Dans l'industrie de l'habillement par exemple, il y a eu des luttes remarquables. Les ouvrières de l'usine écossaise de « Lee Jeans » ont occupé l'entreprise après l'annonce de sa fermeture, qui signifiait la perte de tous les emplois. Elles ont organisé une campagne de solidarité dans tout le mouvement ouvrier britannique et obtenu le rachat de l'usine par un autre entrepreneur. Leur détermination a été saluée par de nombreux travailleurs comme un exemple dans la lutte contre le chômage. En Suède, à la suite de la tournée effectuée par les travailleurs de « Lee Jeans », il y a eu aussi une importante occupation d'usine textile par des femmes. Elles ont lancé une vaste campagne de solidarité avec leur lutte, qui a rencontré un grand écho chez les syndicalistes et a provoqué un débat sur l'utilité des occupations d'usines dans la lutte contre le chômage.

En Allemagne de l'Ouest, la fédération syndicale nationale (DGB), reconnaissant que les travailleuses se tournaient de plus en plus vers les syndicats, a organisé une série d'initiatives autour de ce thème pour la Journée internationale des femmes, en 1982.

En France, en avril 1982, l'organisation de la conférence intitulée « Etats généraux sur les femmes et le travail », a été l'initiative la plus réussie de ces dernières années. Elle a rassemblé 2 000 femmes et hommes, pour la plupart des militantes et des militants syndicaux, pour discuter de tous les problèmes que les femmes doivent affronter en cette période de crise (cf. *Inprecor* numéro 126 du 17 mai 1982).

De plus en plus, sous l'impact de la crise, des femmes venues de différents horizons s'unissent pour la défense de leurs droits. Il devient clair également que ce sont les femmes qui, au sein des organisations de masse de la classe ouvrière, sont les plus aptes à faire jouer cette force organisationnelle pour prendre la tête de l'ensemble des femmes.

Ce processus est inégal. Dans certains pays, même les commissions femmes des syndicats ou des partis ouvriers sont soumises à des attaques diverses. Mais un succès historique comme celui qui a été remporté en Grande-Bretagne — où le TUC a appelé à une manifestation de masse pour s'opposer aux coups portés contre l'avortement — montre la voie à suivre. Cette victoire a été acquise par la lutte déterminée des femmes, grâce à la force des syndicats et en obligeant les directions ouvrières à défendre leurs intérêts. ■

Penny DUGGAN,
Londres, décembre 1982.

L'enjeu de la mobilisation contre l'installation des missiles américains en Europe

EN ce début d'année 1983, le mouvement contre l'installation des missiles américains en Europe entre dans une phase décisive. Nous publions ci-dessous un article qui présente les enjeux généraux de la lutte contre l'effort de réarmement impérialiste en ce domaine.

Dans les pages suivantes, nous abordons l'analyse du caractère démagogique des propositions impérialistes de « désarmement » faites par Ronald Reagan sous la formule dite « Option

zéro », et présentons une courte analyse de la politique du gouvernement de François Mitterrand en France dans le domaine militaire.

La plupart de ces articles ont été rédigés avant que Youri Andropov n'avance les nouvelles propositions soviétiques sur la limitation des armes nucléaires lors de la réunion du Pacte de Varsovie tenue début janvier 1983 à Prague. Nous reviendrons donc ultérieurement sur ce thème qui n'est pas abordé dans les articles qui suivent. ■

John ROSS

C'est en 1983 que doit commencer le déploiement en Europe des missiles américains *Pershing-II* et *Cruise*. On pouvait donc s'attendre à ce qu'il soit préparé par un feu nourri d'opérations impérialistes visant à démobiliser le puissant mouvement anti-missiles qui s'est développé en Europe occidentale.

Ces manœuvres ont effectivement débuté avec l'émission télévisée du président américain Ronald Reagan en novembre 1982 et la série de déclarations sur la politique nucléaire faites par Henry Kissinger, Walter Mondale et d'autres porte-parole de la bourgeoisie américaine. Toutes s'adressaient en fait au mouvement anti-missiles pour lui signifier qu'il pouvait se démobiliser puisque des « négociations » étaient désormais en cours avec l'Union soviétique...

Dans son show télévisé, Ronald Reagan a notamment insisté sur l'ouverture de nouveaux pourparlers avec l'Union soviétique pour trouver les moyens d'écartier le danger d'une guerre nucléaire « accidentelle ». On a ensuite annoncé que son administration continuerait à se conformer à certains aspects du Traité de limitation des armes stratégiques SALT-II, conclu avec l'URSS le 18 juin 1979 mais non ratifié depuis par le Congrès américain. Elle annulait donc le déploiement de 30 missiles balistiques intercontinentaux *Minuteman-III*, dont les porteurs de bombe multiples auraient enfreint les limites fixées par le traité. Les Etats-Unis annonçaient aussi qu'ils installeraient des mécanismes d'identification sur leurs bombardiers *B-52* porteurs de missiles *Cruise*, comme l'accord SALT-II l'exige. Ces décisions allaient à l'encontre d'un certain nombre de déclarations antérieures de l'administration Reagan. Enfin, à la suite de la révision bilatérale en 1977 du Traité anti-missile balistique SALT-I du 26 mai 1972, le gouvernement US se déclarait satisfait de ce que l'Union soviétique en avait respecté les clauses.

Mais le véritable contenu de la po-

litique de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) se manifestait dans deux décisions fondamentales prises le même mois. En novembre 1982, Ronald Reagan annonçait la décision de déployer le missile *MX* (le Congrès ratifiait alors sa production mais repoussait simplement son déploiement). Il s'agissait-là d'une violation flagrante de SALT-II, et la bureaucratie soviétique a dénoncé la décision en tant que telle. Les ministres de la Défense des pays de l'OTAN se réunissaient le même mois et réaffirmaient leur décision de procéder au déploiement des missiles *Pershing-II* et *Cruise* en Europe.

En bref, sur les questions secondaires, et profitant d'un traité qui autorisait un gigantesque renforcement militaire, l'administration US faisait des concessions et manœuvrait pour en tirer le maximum du point de vue de la propagande. Quant aux aspects fondamentaux de son programme nucléaire, elle les appliquait aussi rapidement qu'auparavant.

Les raisons de ces manœuvres sont claires. La bourgeoisie américaine et ses alliés n'ont aucunement l'intention de négocier la moindre limite à l'escalade militaire. Des concessions ne seront obtenues que sous la contrainte. D'autre part, les négociations en cours ne sont pas destinées à limiter le renforcement militaire de l'impérialisme, mais à lui permettre de porter de nouveaux coups à la classe ouvrière d'Amérique centrale, d'Europe occidentale et d'autres régions du monde. Leur objectif consiste à obtenir une complexité plus poussée de la bureaucratie soviétique au processus de contre-offensive impérialiste internationale. C'est pourquoi le mouvement anti-missiles doit avoir une attitude très claire à l'égard des « négociations » défendues par les impérialistes.

CROISSANCE DU MOUVEMENT ANTI-MISSILES

Les raisons qui poussent l'OTAN à s'engager dans ce nouveau cycle de manœuvres sont parfaitement claires. En

effet, l'opposition au déploiement des missiles en Europe de l'Ouest et à la politique nucléaire des Etats-Unis en général, est bien plus large que l'impérialisme ne l'avait prévue lorsqu'il a entamé son effort de remilitarisation actuel. Au début, en 1981, l'administration Reagan utilisait un type de rhétorique — on envisageait des « armes nucléaires de théâtre (1) », le décret présidentiel numéro 59 parlait de la possibilité d'une « guerre nucléaire limitée » en Europe, et on utilisait la menace d'« explosions nucléaires d'avertissement » — qui ne pouvait se justifier que si l'on supposait que les missiles pourraient être installés en Europe sans problème, et que la seule tâche importante consistait à exercer le plus de pression possible sur l'URSS.

Or, même les personnalités européennes ultra-altantistes comme le vice-président du Parti travailliste britannique, Dennis Healey, ont dû se rendre à l'évidence et mettre un terme à ce type de rhétorique. Dennis Healey a averti Ronald Reagan qu'il avait mal jaugé le rapport de forces en Europe, et lui a prodigué le conseil suivant en novembre 1981 : « Il faut se faire tout sucre et tout miel lorsqu'on dispose d'un gros bâton. Malheureusement, depuis douze mois, (les Etats-Unis) nous ont fait entendre une combinaison de belligérance et de rhétorique mêlée à la négligence et à la confusion dans la définition des objectifs et des buts de ces armes nucléaires. (2) »

Depuis lors, malgré le changement tactique de « ton » à Washington, et les manœuvres plus substantielles comme les propositions baptisées « Option zéro » et la campagne anticommuniste à propos de la Pologne, le mouvement contre les missiles *Cruise* et *Pershing* n'a cessé de croître au cours de l'année 1982. Durant l'été, ce sont plus de 3 millions de personnes qui ont manifesté en Europe

1. Portée de 1 000 km et plus, entreposées en Europe.

2. *Time*, New York, 16 novembre 1982.

occidentale, au Japon, en Australie et en Amérique du Nord, contre l'armement nucléaire. Il s'agissait des plus grandes manifestations depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Au début de 1982, les sondages révélèrent que 58 % de la population britannique étaient contre l'installation des mis-

siles *Cruise*, et 56 % contre le programme de sous-marin atomique *Trident*. Au Parlement norvégien, le vote attribuant les fonds pour l'application de la décision de l'OTAN d'installer des missiles *Cruise* n'a recueilli qu'une majorité de 77 contre 76 voix. Dans un mouvement parallèle, lors des élections de novembre 1982, dans

huit des neuf Etats des Etats-Unis où se déroulait un référendum sur cette question, la majorité des électeurs s'est prononcée pour le gel nucléaire.

Bien que dans de nombreux pays il ait pris naissance d'abord parmi les couches de techniciens et d'employés, le mouvement contre les missiles et l'armement nucléaire a rapidement et profondément pénétré le mouvement ouvrier dans son ensemble. C'est aujourd'hui un des sujets qui polarise le plus massivement le mouvement ouvrier depuis la Deuxième Guerre mondiale.

En Allemagne de l'Ouest, même avant la chute du gouvernement social-démocrate libéral (SPD-FDP), près d'un tiers des organisations du SPD s'étaient opposées au déploiement des missiles. Les missiles seront, avec l'austérité, la question centrale des élections allemandes de mars 1983.

En Grande-Bretagne, les conférences du Parti travailliste votent régulièrement depuis 1979 contre le programme des missiles et pour le désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. En 1982, cette majorité a atteint les deux tiers. Pour la première fois de son histoire, la Confédération des syndicats britanniques (TUC) s'est prononcée pour le désarmement nucléaire unilatéral.

Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions, malgré l'envergure du mouvement d'opposition, sur l'importance décisive que l'OTAN accorde à l'installation de ces armes nucléaires en Europe. Ces dernières constituent en effet une pièce maîtresse de tout le dispositif militaire de l'impérialisme et, en tant que telles, affectent fondamentalement non seulement les travailleurs d'Europe occidentale et des Etats-Unis, mais aussi la révolution coloniale et l'Union soviétique.

Pour comprendre l'orientation que le mouvement anti-missiles devrait adopter en 1983 face aux nouvelles manœuvres impérialistes, il faut donc commencer par rappeler le rôle du renforcement militaire de l'Europe occidentale dans l'ensemble de la contre-offensive internationale de l'impérialisme. On comprendra alors aussi leur rôle dans l'étape actuelle de la lutte de classe internationale.

LA SIGNIFICATION DES MISSILES « PERSHING-II » ET « CRUISE »

L'escalade militaire impérialiste en cours s'est d'emblée fixée comme objectif un affrontement avec la révolution coloniale et non une guerre avec l'Union soviétique. C'est un point qui la différencie radicalement de l'escalade militaire impérialiste de la fin des années 1940 et du début des années 1950 qui, elle, avait effectivement pour objectif de créer une dynamique menant à un conflit militaire direct avec l'URSS.

Néanmoins, le monde étant ce qu'il est, l'impérialisme ne saurait engager une escalade militaire contre la révolution coloniale sans qu'il soit obligé de chercher en même temps à neutraliser l'Union soviétique par des menaces ou des marchandages. En effet, à chaque pas en

La crise des fusées: Cuba 1962

Le programme américain d'« assistance » à l'Amérique latine mis en place par le président John Fitzgerald Kennedy dans les années 1960 sous la dénomination « Alliance pour le progrès » constituait la réponse impérialiste à la révolution cubaine. Il s'agissait, par une politique d'aide économique et militaire, d'endiguer la contagion cubaine sur le continent. Ernesto « Che » Guevara, présent à la Conférence de l'Organisation des Etats américains (OEA) de Montevideo de la mi-juillet 1961, lorsque Kennedy annonça son programme, définira très justement cette politique comme « un instrument conçu pour séparer le peuple de Cuba des autres peuples d'Amérique latine, pour stériliser l'expérience de la révolution cubaine et, en définitive, asservir les peuples aux directives de l'impérialisme (1) ».

Cuba riposta donc à ces plans militaristes par des mesures de défense exceptionnelles en 1962. C'est dans ce cadre que les dirigeants cubains acceptèrent l'installation sur leur territoire de missiles soviétiques à têtes nucléaires à moyenne portée. En réponse, le gouvernement américain multiplia les préparatifs guerriers, augmentant les vols de reconnaissance et d'espionnage au-dessus de l'île, organisant le blocus de Cuba et demandant au Congrès américain de rappeler les réservistes en septembre 1962. En octobre de la même année, la mobilisation impérialiste contre Cuba atteignait un point proche de l'intervention militaire et de la guerre proprement dite. Le 22 octobre, une heure seulement avant que Kennedy ne donne l'ordre de « renforcer la ceinture militaire autour de Cuba », Fidel Castro décrétait « le dernier degré d'alerte pour les forces armées cubaines ». Le matin du 27 octobre, à la suite d'un accrochage entre des avions espions américains et l'aviation cubaine, la guerre était presque déclarée.

Nikita Khrouchtchev finira pourtant par accéder aux demandes américaines. Sans même prendre en compte l'avis des dirigeants cubains et sur la base de simples promesses de non-intervention, il proposa aux Etats-Unis un compromis : l'URSS démantelait ses installations de fusées à Cuba et, en contrepartie, les USA s'engageaient à faire de même avec leurs bases militaires en Turquie. Par-dessus la souveraineté cubaine, Nikita Khrouchtchev n'hésita pas à affirmer que les fusées soviétiques à Cuba étant sous la responsabilité directe d'officiers soviétiques, cela excluait « toute utilisation accidentelle dirigée contre les Etats-Unis d'Amérique ». Capitulant devant les exigences impérialistes, Nikita Khrouchtchev écrivait, le 28 octobre, au président américain : « Je m'en remets avec confiance à votre déclaration du 27 octobre 1962, selon laquelle aucune attaque ou invasion de la part des Etats-Unis ou d'autres Etats occidentaux n'aura lieu contre Cuba. En conséquence, les raisons de notre aide à Cuba dans ce domaine cessent d'exister. Ordre a été donné aux officiers soviétiques qui contrôlent les travaux de les interrompre, afin de ramener les dispositifs en Union soviétique. Nous accédons à vos vœux, parce que des représentants de l'Organisation des Nations unies (ONU) pourront témoigner du démantèlement des installations. »

Cette déclaration illustre la politique de la bureaucratie soviétique par rapport au jeune Etat ouvrier cubain. Le soir même du 28 octobre, Fidel Castro réaffirmait la souveraineté du peuple cubain bafouée par Nikita Khrouchtchev, en précisant les conditions d'une réelle garantie contre une agression impérialiste, et en s'opposant à tout contrôle de l'ONU. Le dirigeant cubain réclamait « la cessation du blocus économique, (...) de toutes les activités subversives, (...) des actes de piraterie menés à partir des bases établies aux Etats-Unis et à Porto Rico, (...) des violations de notre espace aérien et naval, (...) l'évacuation de la base navale de Guantanamo et la restitution du territoire cubain occupé par les Etats-Unis ».

Cet épisode rappelle opportunément que la bureaucratie soviétique est largement sensible aux pressions impérialistes dans le cadre de sa stratégie de « coexistence pacifique ».

1. Toutes les citations sont extraites de l'introduction au livre de Saverio Tutino, *L'Octobre cubain*, Cahiers libres numéro 143-144, Maspero, Paris, 1969.

avant de la révolution coloniale, l'aide militaire et économique de l'URSS a joué un rôle crucial.

C'est l'Union soviétique qui a fourni l'aide économique et les armes avec lesquelles le Front national de libération (FNL) a infligé la défaite aux Américains et à leurs fantoches au Vietnam, qui maintient l'Etat ouvrier cubain en vie, et qui a rendu possible l'engagement cubain en Angola. Un nouvel Etat ouvrier en Amérique centrale devra forcément rechercher le soutien de l'URSS, et la décision de cette dernière d'accorder ou de refuser cette aide déterminera dans une large mesure les chances de survie de cet Etat.



Le fameux missile de croisière. (DR)

Les bourgeois impérialistes ne craignent pas du tout la bureaucratie soviétique elle-même. Comme Henry Kissinger l'a écrit dans une série d'articles récents : « Il y a, dans les deux partis américains, des conservateurs qui s'abandonnent avec délices à l'évocation du mythe de conspirateurs soviétiques diaboliques ourdissant un complot général pour la révolution mondiale. Aucun de ceux qui ont eu réellement affaire à la direction suprême soviétique n'a jamais rencontré de tels types. S'ils existent, on les a bien cachés aux visiteurs étrangers. Les dirigeants qu'on rencontre, en réalité, sont sévères, impitoyables et persévérants. Mais ils n'ont pas été à l'origine d'initiatives d'envergure ; d'habitude, ils évitent les gros risques. Leur expansion s'est faite dans les vides créés par l'irrésolution et la faiblesse. (3) »

Toutefois, si l'impérialisme US ne craint pas de « révolution mondiale » fomentée par le Kremlin, il prend le potentiel militaire de l'Union soviétique très au sérieux. Les Etats-Unis savent aussi qu'en cas d'« irrésolution ou de faiblesse » — ils entendent par là une lutte révolutionnaire victorieuse menée par d'autres pays que par l'URSS —, l'Union soviétique peut fournir une aide matérielle importante qui permette de consolider la situation. C'est ce qui s'est produit, par exemple, dans les cas de Cuba, et qui peut se produire au Nicaragua et en Amérique centrale. Cette possibilité découle de la nature même de l'URSS et n'est pas complètement neutralisée par la politique de

Leonid Brejnev, Youri Andropov et compagnie.

La conséquence de cette réalité internationale, c'est que chaque nouvel effort impérialiste contre la révolution coloniale a entraîné en même temps un programme de réarmement dirigé contre l'Union soviétique (4). De ce point de vue, l'escalade militaire US actuelle suit le même modèle que les précédentes. Elle comporte d'abord la création de la « Force à déploiement rapide » (RDF), la « flotte forte de 600 navires », l'élargissement massif de la chaîne des bases militaires US autour du globe, une pression militaire consciente contre la frontière du Kampuchéa, et le déclenchement d'une guerre

de l'utilisation et de la structure des forces armées conventionnelles soviétiques est destinée à la répression de sa propre classe ouvrière et des populations des autres Etats sous sa domination. Les révolutionnaires combattent l'ensemble de cette politique et les actions de Moscou en Tchécoslovaquie, à Varsovie et partout où elles se présentent.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions dans le domaine des armées nucléaires. La bureaucratie soviétique considère que sa politique d'armement nucléaire se situe dans le cadre de ses rapports avec l'impérialisme, et non pas de la répression de la classe ouvrière en Europe orientale et en URSS. Dans ce domaine, les mesures de la

non déclarée en Amérique centrale, toutes initiatives qui prennent directement pour cible la révolution coloniale.

Cependant, dans ce cadre, les Etats-Unis visent ensuite à exercer un maximum de pressions sur l'URSS, destinées à l'empêcher d'accorder une aide militaire ou économique aux révolutions d'Amérique centrale ou à toute autre lutte contre l'impérialisme. L'impérialisme US s'efforce ainsi de couper la révolution coloniale de sa principale possibilité d'aide militaire et matérielle.

La politique internationale globale du Kremlin est la collaboration de classe. Sa politique en Pologne et dans les autres pays d'Europe orientale est contre-révolutionnaire et criminelle. Une grande par-

bureaucratie soviétique sont de simples réactions à une escalade atomique entièrement et uniquement lancée par l'impérialisme. Toutes les propositions d'abolition des armes nucléaires, sans exception, se sont heurtées et continuent de se heurter à l'opposition des Etats impérialistes. C'est la bourgeoisie US et ses alliés — et personne d'autre — qui menacent la classe ouvrière de destruction nucléaire.

LE ROLE DES MISSILES

C'est dans la logique de cette politique que l'impérialisme US tient tant au déploiement en Europe occidentale des missiles à rayon d'action moyen *Pershing-II* et *Cruise*. Ils permettent aux Etats-Unis de profiter au maximum de ses avantages

3. *Newsweek*, New York, 29 novembre 1982.

4. C'est ainsi que la campagne de réarmement massif que les Etats-Unis ont menée contre la révolution coloniale à la fin des années 1950 et au début des années 1960 sous Dwight Eisenhower et sous Kennedy-McNamara s'est accompagnée d'une campagne simultanée contre l'URSS. Les décisions du Conseil de l'OTAN de décembre 1957 et de mai 1958 ont entraîné le déploiement des missiles à portée intermédiaire *Jupiter* et *Thor*, en Grande-Bretagne, en Italie et en Turquie. Des bases navales importantes pour les sous-marins nucléaires ont été établies à Holy-Loch en Ecosse et à Rota en Espagne. La construction de 1 000 missiles balistiques intercontinentaux de type *Minuteman* et du missile *Polaris* lancé à partir de sous-marins a été décidée par John Kennedy. Ces armes ont constitué la colonne vertébrale de l'arsenal nucléaire américain jusqu'aux années 1970.

Cette escalade nucléaire contre l'URSS s'est déroulée en même temps qu'un énorme développement militaire conventionnel qui a culminé lors de la guerre du Vietnam. Toutes les tentatives de la bureaucratie soviétique de négocier un arrêt de la course aux armements, comme la réduction unilatérale des effectifs des armées soviétiques ordonnée par Nikita Khrouchtchev en 1959, ont été ignorées. John Kennedy et son secrétaire à la Défense, Robert McNamara, estimaient que la supériorité économique des Etats-Unis permettrait de dépasser la production de l'Union soviétique et d'écraser tous les obstacles. Seule la force de la révolution vietnamienne et la crise que les effets de la guerre ont suscité à sein des pays impérialistes, ont conduit la bourgeoisie américaine à revenir sur sa décision et à choisir la voie de la « détente » au début des années 1970.

Cependant, cette politique de « détente » n'a aucunement signifié une évolution vers le « libéralisme » ou la « paix » de la part de la bourgeoisie américaine.

stratégiques militaires et géographiques par rapport à l'Union soviétique, et constituent un moyen militaire ultra-efficace et bon marché d'exercer une pression énorme sur l'Union soviétique, à la fois dans le domaine des armements et, directement, dans le domaine économique.

Les Etats-Unis disposent de bases tout autour des frontières de l'URSS et de l'Europe orientale. Grâce à ces missiles nucléaires à rayon d'action moyen, qui sont relativement bon marché, ils peuvent atteindre les points principaux de l'Union soviétique. Le système des *Pershing-II*, par exemple, coûte moins de 3 milliards de dollars, et les missiles *Cruise* lancés du sol moins de 4 milliards de dollars, alors que le système de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) *MX* coûte plus de 35 milliards de dollars, et que le programme de missiles lancés par les sous-marins *Trident* coûte plus de 32 milliards de dollars. D'autre part, les *Pershing-II* peuvent atteindre des cibles en Union soviétique quatre ou cinq minutes après leur mise à feu, soit six fois plus vite que les missiles lancés depuis les Etats-Unis.

L'Union soviétique, en revanche, ne dispose d'aucune base terrestre à partir de laquelle des missiles à rayon d'action moyen pourraient atteindre les Etats-Unis. Les Etats-Unis ont clairement déclaré, à l'occasion de la crise cubaine des missiles (22 octobre - 22 novembre 1982), qu'ils étaient prêts à déclencher une guerre mondiale pour empêcher l'Union soviétique d'acquiescer des bases de ce type (cf. encadré). Un autre avantage, pour les Etats-Unis, des missiles à rayon d'action moyen consiste dans le fait qu'ils sont situés en dehors du territoire américain et qu'ils ne suscitent par conséquent pas l'intense activité d'opposition que le programme *MX*, par exemple, avait suscité aux Etats-Unis mêmes.

S'ajoutant aux effets de la plus grande échelle de l'économie US — environ deux fois et demie celle de l'Union soviétique —, le programme des missiles à rayon d'action moyen pèse donc proportionnellement beaucoup plus lourdement sur l'économie et les forces armées soviétiques. Car, pour se garder contre la possibilité d'une « première frappe » américaine, l'Union soviétique est contrainte de dépenser des sommes gigantesques dans les mesures de défense, comme la multiplication de ses vecteurs, leur aptitude à la manœuvre, etc.

Cette pression militaire et économique sur l'URSS est destinée à l'obliger à interrompre son « aide » à la révolution coloniale, soit par le biais du chantage, soit par un « marchandage », soit simplement en privant l'Union soviétique de la capacité matérielle de la donner.

Il ne fait pas de doute que la bourgeoisie américaine considère qu'en combinaison avec l'élargissement de l'arsenal conventionnel américain contre la révolution coloniale et les graves problèmes que rencontre la bureaucratie soviétique en Pologne et en Afghanistan, cette politique de pression par les missiles lui a déjà apporté de nombreux avantages. C'est avec une grande satisfaction que la bourgeoisie

américaine a relevé l'extrême passivité soviétique qui a marqué l'invasion israélienne du Liban et y a laissé la main libre aux actions de l'impérialisme. De même, en regard des livraisons d'armes massives qu'elle avait fournies à l'Angola et à l'Ethiopie, l'Union soviétique aurait refusé d'accéder aux demandes nicaraguayennes d'avions *Mig*.

Si la multiplication des missiles en Europe occidentale et aux Etats-Unis n'est pas le seul facteur qui guide les décisions de la bureaucratie soviétique dans cette affaire — il y a aussi, par exemple, le fait qu'armer le Nicaragua signifierait un affrontement bien plus décisif avec les Etats-Unis que cela n'a été le cas pour l'Ethiopie —, il ne fait cependant aucun doute que le renforcement militaire américain ne fait pas que frapper directement la révolution coloniale ; par sa pression sur l'URSS, il affecte tous les aspects de la révolution mondiale. On comprend dès lors l'enjeu énorme du mouvement contre les missiles et contre les armes nucléaires, pas seulement pour les travailleurs des pays impérialistes, mais aussi pour l'URSS et la révolution coloniale.

LE MOUVEMENT EN EUROPE OCCIDENTALE

En dehors de l'Amérique centrale, les Etats-Unis ont réussi à mener à bien une grande partie de leurs préparatifs militaires dirigés contre la révolution coloniale ; ils ont d'autre part remporté une victoire importante au Moyen-Orient, avec l'invasion du Liban par les Israéliens. Mais en Europe, ils ont dû faire face à une énorme pression directe et indirecte qui s'est opposée à leurs menées militaires contre l'URSS. Jusqu'à présent, pas un seul gouvernement d'Europe occidentale, à l'exception de celui de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, n'a été capable d'augmenter ses dépenses militaires pour l'armement conventionnel de 3 % l'an comme l'OTAN l'avait décidé. Quant aux armes nucléaires, la décision de les déployer est justement perçue par les travailleurs des pays impérialistes comme un pas important vers la guerre nucléaire.

Certes, l'impérialisme s'attendait à des actions de protestation contre sa politique. Mais il n'aurait pas reculé devant des protestations « routinières » de quelques dizaines de milliers de personnes dans les divers pays européens et d'une centaine de milliers de personnes aux Etats-Unis. C'est l'envergure véritablement colossale des manifestations contre les missiles qui n'avait pas été prévue par l'impérialisme. Il ne s'est pas seulement agi d'actions de « protestation », mais bien de manifestations à une échelle capable d'infléchir la politique des gouvernements et de provoquer des crises politiques.

Leurs effets vont désormais s'intensifier à mesure que l'escalade militaire et nucléaire entre en résonance avec la crise économique qui traverse le système capitaliste en général, et l'économie US en particulier. C'est là ce qui sous-tend immédiatement la dernière vague de ma-

nœuvres de l'impérialisme.

LE RENFORCEMENT DU DISPOSITIF MILITAIRE AMÉRICAIN

Quelle que soit la conjoncture économique, les projets de renforcement du dispositif militaire annoncés par Ronald Reagan auraient de toute manière terriblement grevé l'économie US. Les dépenses militaires américaines doivent passer de 183 milliards de dollars en 1982 à 240 en 1982, 286 en 1984, 386 en 1986 et 401 milliards de dollars en 1987. Il s'agit donc d'une dépense prévue de plus de 1 500 milliards de dollars sur cinq ans et de près de 2 000 milliards sur six ans. Elle correspond à une augmentation annuelle de 7 % en termes réels, compte non tenu de l'inflation, et d'une augmentation de la part des dépenses militaires dans le budget fédéral, part qui passe ainsi de 25 à 33 %.

Cependant, en même temps que l'administration Reagan échafaude ces projets d'augmentation des dépenses militaires américaines, on assiste à une série de révisions en baisse des prévisions portant sur la croissance économique réelle de l'économie des Etats-Unis. Cela signifie que l'augmentation des dépenses militaires américaines devra être financée à partir d'une base beaucoup plus étroite que l'impérialisme ne l'avait escompté. Les effets de cette situation se répercuteront à travers le système économique tout entier.

La stagnation économique a entraîné un déclin de 80 milliards de dollars des recettes fiscales US au niveau fédéral par rapport aux prévisions pour 1981. Il y a une énorme augmentation des dépenses sociales du gouvernement en raison du chômage. Il y a donc une force implacable qui pousse à l'élargissement du déficit du budget fédéral, déjà prévu à plus de 200 milliards de dollars (5). Toute tentative de financer ce déficit budgétaire par un emprunt se solderait inéluctablement par une nouvelle augmentation des taux d'intérêt US qui sont retombés depuis l'été 1982, et donc par une nouvelle prolongation de la récession.

D'autre part, les effets d'une telle mesure ne se ressentiraient pas qu'aux Etats-Unis. Une nouvelle hausse des taux d'intérêt risquerait de grever si lourdement le système global des dettes qu'un de ses maillons faibles pourrait craquer et déclencher une réaction en chaîne catastrophique. C'est pour éviter une telle éventualité, et en particulier le non-paiement de ses dettes par le Mexique ou l'effondrement d'une grande compagnie américaine comme International Harvester, que les taux d'intérêt US ont été ramenés à des niveaux sensiblement plus bas en août 1982. Toute nouvelle mesure restrictive pourrait déclencher une série de graves convulsions dans les pays semi-coloniaux, alors que c'est exactement ce que les Etats-Unis cherchent à éviter par leur politique militaire.

Par contre, si les taux d'intérêt ne

5. *Business Week*, New York, 22 novembre 1982.

sont pas relevés et si les dépenses fédérales sont maintenues au même niveau, l'inflation va rapidement reprendre aux Etats-Unis. On a déjà assisté à une forte expansion de la masse monétaire américaine lorsque les taux d'intérêt ont été diminués en août 1982. L'inflation a également repris.

Enfin, pour les Etats-Unis, ce ne sont pas tant les chiffres absolus que la position relative par rapport à leurs rivaux qui importent. La « reaganomique » a finalement commencé à accroître la productivité de l'économie américaine après plus d'une décennie de stagnation. Mais cette augmentation reste extrêmement lente, et la dépense en capitaux, qui est le moteur nécessaire de toute croissance à long terme de la productivité, continue son déclin (6).

Le résultat de cette situation est que les marchandises US du secteur industriel sont de moins en moins compétitives sur le marché mondial, situation aggravée par le taux d'échange élevé du dollar à la suite de la hausse des taux d'intérêt. La balance commerciale des Etats-Unis est en train de se détériorer rapidement et profondément (7).

Il était donc assez clair à la fin de 1982 que la position économique américaine est devenue de plus en plus critique, ou, comme Ronald Reagan l'a lui-même déclaré, qu'il y a « une sacrée pagaille » dans l'économie, et notamment que le budget fédéral ne pouvait plus soutenir l'épreuve. Il est question de dégager des ressources, soit en déplaçant une partie du fardeau de la remilitarisation sur le dos des alliés impérialistes des Etats-Unis, soit en s'attaquant encore plus à la classe ouvrière américaine, soit en réduisant le budget militaire.

Dans ce contexte, la lutte contre les missiles en Europe acquiert, en plus de sa dimension sur le plan militaire, un rôle directement économique. S'il s'avérait impossible d'installer les missiles *Pershing-II* et *Cruise* en Europe, alors il faudrait que les Etats-Unis dépendent de 5 à 10 fois plus pour installer sur le sol américain un système équivalent de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), qui serait non seulement moins efficace du point de vue militaire, mais grèverait bien moins lourdement l'économie soviétique. En réalité, l'opposition qui s'est déjà manifestée contre le système *MX* aux Etats-Unis, sans parler de celle que son extension susciterait, justifie les doutes les plus graves quant à la possibilité de mener à bien une telle entreprise.

En ce qui concerne les autres issues possibles, les rivaux impérialistes des Etats-Unis ont récemment confirmé, lors de la conférence de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qu'ils ne sont prêts à accepter, ni directement ni indirectement, aucuns sacrifices supplémentaires en faveur de l'économie américaine ils cherchent au contraire les meilleurs moyens d'affaiblir sa position.

Quant à la possibilité de résoudre le problème en intensifiant les coups contre la classe ouvrière américaine, elle dépend

avant tout de la situation politique aux Etats-Unis. Or, on assistait à une reprise, modeste mais claire, de la lutte de la classe ouvrière américaine à la fin de l'année 1982 (8). Si les élections partielles à la Chambre des représentants de novembre 1982 ont encore réaffirmé la persistance du système à deux partis capitalistes (le Parti républicain et le Parti démocrate), elles n'ont certainement pas été encourageantes pour la bourgeoisie quant à la possibilité de victoires rapides dans le démantèlement de pans entiers de la Sécurité sociale, par exemple, qui constitue l'alternative principale à une réduction du budget militaire, qui permettrait de rétrécir le déficit du budget fédéral.

Naturellement, face à cette situation, on assiste dans différents secteurs de la bourgeoisie américaine à la recherche de solutions différentes, correspondant à leurs intérêts qui sont divergents, et à leurs orientations politiques qui sont différentes. D'où les manœuvres de l'administration Reagan vers la fin de 1982 et la série de déclarations de Henry Kissinger, de Robert McNamara et d'autres porte-parole de la politique militaire et étrangère des Etats-Unis.

Cependant, il n'est pas difficile de deviner ce que la bourgeoisie américaine cherche à obtenir derrière toutes ces manœuvres. Elle aimerait pouvoir faire passer l'ensemble de sa politique internationale et militaire actuelle, pour lui permettre à la fois d'attaquer la révolution coloniale par la force des armes, et de grever au plus haut point l'économie soviétique. *Aucun* secteur de la bourgeoisie américaine ne défend plus la perspective d'une nouvelle période de « détente » pleinement développée avec l'URSS, pour la bonne raison que la bureaucratie soviétique ne contrôle pas ce qui se passe dans l'arène de la politique mondiale.

Tous les secteurs un tant soit peu sérieux de la bourgeoisie américaine savent que ce n'est pas à l'appel du Kremlin que les masses iraniennes ont renversé le chah Mohamed Reza Pahlavi le 16 janvier 1979, ou que le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a dirigé la lutte pour le renversement d'Anastasio Somoza le 19 juillet 1979. La bureaucratie soviétique n'a pas réussi à empêcher ces progrès. En revanche, l'Union soviétique a effectivement fourni l'équipement, l'approvisionnement et le soutien logistique au

moyen desquels les troupes cubaines sont intervenues en Angola à partir de décembre 1975 et le régime éthiopien a repoussé l'invasion somalienne en février 1978. Elle dispose des moyens matériels, si elle le désire, de soutenir un nouvel Etat ouvrier au Nicaragua. Ce type d'opportunités peut créer des tentations auxquelles la bureaucratie soviétique n'est pas assez forte pour résister, comme cela s'est vérifié entre 1975 et 1979. Pour l'impérialisme, il est *qualitativement* préférable de pouvoir imposer ses décisions par des dikats militaires et économiques que d'avoir à le faire par le biais de marchandages avec la bureaucratie soviétique.

C'est ce qui explique les manœuvres de la bourgeoisie américaine et de ses alliés de l'OTAN au début de 1983. Seule la résistance à laquelle les bourgeoisies doivent faire face dans leurs propres pays — la croissance explosive du mouvement anti-missiles et anti-nucléaire combinée à la lutte tenace contre l'austérité — peut les pousser à envisager de renoncer à une partie de leur programme de réarmement.

En même temps, si la classe ouvrière d'Europe occidentale peut empêcher le déploiement des missiles nucléaires, elle aura apporté une importante contribution à la lutte de classe dans le monde entier, ce qui explique qu'elle doit en faire un de ses objectifs fondamentaux en 1983. L'issue de cette bataille sera décidée dans les rues d'Europe et des Etats-Unis et non dans les négociations de Genève.

Le Parti travailliste britannique et le TUC ont appelé à faire du 6 août 1983, anniversaire de l'explosion atomique d'Hiroshima, la plus grande manifestation depuis la Deuxième Guerre mondiale en Grande-Bretagne, et une puissante démonstration contre les missiles. Le mouvement anti-missiles aux Pays-Bas appelle, pour le courant 1983, à une manifestation encore plus grande que la plus importante manifestation de toute l'histoire de ce pays, qui a eu lieu le 21 novembre 1982 (cf. *Inprecor* numéro 140 du 3 janvier 1982). C'est de la sorte, avec tout ce que cela implique en termes de mobilisation, que l'installation des missiles américains en Europe pourra être remise en question. ■

John ROSS

Londres, 10 décembre 1982.

6. Au cours du troisième trimestre 1982, la productivité de l'économie US a augmenté à un taux équivalent à 3,6 % par an. Mais cet essor faisait suite à une simple augmentation de 1,4 % en 1981 et à une baisse effective en 1980 et en 1979. La productivité américaine n'a presque pas augmenté pendant les années 1970, alors que celle de ses rivaux japonais et ouest-européens augmentait. D'autre part, une croissance soutenue de la productivité dépend des investissements de capitaux. Or, les dépenses de capitaux dans l'économie US ont baissé entre 4 et 5 % en termes réels en 1982. Les prévisions prédisent une nouvelle chute de 8,5 % en 1983 (*Business Week*, 15 novembre 1982).

7. En septembre 1982, les exportations américaines ont baissé de 17,4 milliards de dollars, soit une baisse de 0,6 %, après avoir connu un déclin de 2,9 % en août et de 4,2 % en juillet. En septembre, les importations américaines se situaient en revanche à 21,6 milliards de dollars. La balance commerciale se détériore régu-

lièrement depuis la fin de 1980 et, depuis le milieu de 1981, le secteur commercial a « contribué » pour près d'un tiers au déclin du produit national brut (PNB) américain.

D'autre part, ce déclin est particulièrement concentré dans certains secteurs. L'exportation de produits manufacturés a diminué de 10 % pendant le troisième trimestre de 1982, tandis que les importations augmentaient. Il faut y inclure un déclin de 12 % dans les exportations de produits chimiques qui représentaient environ un cinquième du déclin du secteur manufacturier, et un déclin de 10 % dans les exportations de machines et de moyens de transport, qui représentaient environ 40 % des exportations. En août, les importations de voitures japonaises représentaient 30 % du marché américain (*Business Week*, 15 novembre 1982).

8. Cf. Will Reissner, « Nouvelles luttes des travailleurs américains et canadiens en perspective », *Inprecor* numéro 139, 20 décembre 1982.

La frauduleuse "option zéro" de Ronald Reagan

John ROSS

Les classes dominantes impérialistes rencontrent en Europe de l'Ouest une opposition à leur programme de déploiement d'armes nucléaires qui va bien plus loin que ce à quoi elles s'attendaient. C'est la raison pour laquelle elles sont obligées de multiplier les manœuvres de diversion pour tenter de désamorcer ce mouvement.

La plus importante d'entre elles est la prétendue « Option zéro », proposition relancée lors de la réunion des ministres de la Défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) en novembre 1982. Il s'agit d'une resucée des propositions émises lors du discours télévisé de Ronald Reagan en novembre 1982, au moment de la réouverture des négociations sur la réduction des armes stratégiques (Strategic Arms Reduction Talks - START) avec l'Union soviétique.

Ce que propose en réalité Ronald Reagan est parfaitement clair. L'Union soviétique doit démanteler toutes ses armes nucléaires en Europe, c'est-à-dire les SS-4, SS-5 et SS-20. En échange, les Etats-Unis renonceraient à déployer les missiles *Pershing-II* et *Cruise* en Europe, mais maintiendraient en état l'intégralité des armes nucléaires actuelles, ainsi que l'ensemble des missiles sous-marins qui entourent l'Union soviétique. La Grande-Bretagne et la France continueraient à posséder et à moderniser leurs propres armements nucléaires.

Voilà en quoi consiste la prétendue « Option zéro » que l'Union soviétique rejette.

En vérité, dans toute l'histoire des « discours de paix » impérialistes, il y a rarement eu de propositions aussi grotesques. C'est à peu près du niveau des allégations du président américain Lyndon Baines Johnson selon lesquelles la flotte nord-vietnamienne était passée à l'offensive contre la flotte américaine dans le golfe du Tonkin en 1964, ou encore de l'affirmation plus récente de Jimmy Carter selon laquelle Cuba constituait une menace militaire pour les Etats-Unis du fait de la présence sur l'île de quelques centaines de soldats soviétiques en 1980 ...

Considérons d'abord la question des SS-20 qui doivent remplacer les SS-4 et SS-5 vieux de plus de vingt ans. Ces deux derniers missiles sont à propulsion liquide. Il faut des heures pour préparer la mise à feu des SS-4. Mais, surtout, ce sont des missiles fixes, qui ne peuvent être déplacés. Dans la mesure où les Etats-Unis déploient désormais des missiles très précis, capables d'atteindre leur cible à une centaine de mètres près, les SS-4 et les SS-5 sont complètement inefficaces pour dé-

fendre l'Union soviétique contre une « première frappe » américaine.

Le SS-20, en revanche, est une arme moderne et efficace. Et surtout, il est mobile, de sorte qu'il est beaucoup moins vulnérable à une attaque par un système américain de type MX, et, bien entendu, *Cruise* ou *Pershing-II*. Cependant, la portée des SS-20 est bien trop limitée pour menacer directement le territoire américain, alors que les MX, les *Trident* et les *Pershing-II* sont parfaitement capables d'atteindre l'Union soviétique. Le professeur Jacobsen, directeur des études soviétiques à l'université de Miami, a clairement exposé la situation dans le numéro de janvier 1982 du *Bulletin of the Atomic Scientists* :

« Le problème, c'est que les SS-20 ne font ni plus ni moins que confirmer et garantir la puissance de frappe soviétique établie de longue date contre les alliés de l'Amérique. Les missiles *Cruise* et *Pershing-II* cependant ne se contentent pas de menacer de destruction réciproque les alliés de l'URSS. Ils menacent, tout autant que le font les batteries de missiles intercontinentaux basées sur le sol américain, le cœur même de l'Union soviétique. Pour parvenir à la réciproque, il faudrait que Moscou installe ses missiles SS-20 à Cuba. Washington estime que Moscou peut être forcé d'accepter l'installation des missiles *Cruise* et *Pershing-II* en Europe, alors qu'il est évident que les Etats-Unis ne toléreraient pas les SS-20 aux environs de La Havane. »

Le professeur Jacobsen aurait même pu aller plus loin. Washington a clairement montré, au moment de la crise des fusées à Cuba, en 1962, que les Etats-Unis seraient prêts à déclencher une guerre mondiale pour empêcher l'Union soviétique d'établir des bases à proximité de leur territoire et de rétablir la symétrie par rapport aux bases impérialistes qui entourent l'Union soviétique.

UNE EUROPE DÉNUCLÉARISÉE

L'Union soviétique a affirmé à plusieurs reprises qu'elle était prête à renoncer aussi bien aux SS-20 qu'aux armes nucléaires en Europe, à la seule condition que les impérialistes, c'est-à-dire les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France en fassent autant ... Mais cette proposition d'une « Europe dénucléarisée de la Pologne au Portugal » est totalement rejetée par l'impérialisme, parce que l'Union soviétique ne peut être attaquée que par les armes nucléaires. Retirer toutes les armes nucléaires américaines, britanniques et françaises d'Europe rendrait précisément

une telle attaque impossible. Or, l'impérialisme veut disposer d'un tel potentiel, en tant que menace pour l'instant, et dans la perspective possible d'une réelle utilisation à l'avenir.

La proposition de Ronald Reagan est tout bonnement absurde. Il demande que l'Union soviétique renonce à ses défenses nucléaires en Europe, tandis que les Etats-Unis maintiendraient toutes leurs forces existantes et déploieraient leurs nouvelles forces sous-marines, et que la France et la Grande-Bretagne moderniseraient leurs propres armements. Sur cette base, Ronald Reagan aurait aussi bien pu proposer que l'URSS ouvre tout simplement ses frontières, hisse le drapeau blanc et autorise l'entrée des blindés américains sur son territoire. L'Union soviétique a rejeté ces propositions peu sérieuses, comme Ronald Reagan savait parfaitement qu'elle le ferait.

Le but de Ronald Reagan était en réalité purement politique : une simple manœuvre de propagande. L'« Option zéro » a été directement suggérée par le chancelier social-démocrate ouest-allemand Helmut Schmidt comme la meilleure manière de démobiler le mouvement anti-missiles en Europe. Les gouvernements européens ont alors donné le maximum de publicité à l'« Option zéro » dans la perspective des négociations. Le ministre italien des Affaires étrangères, Emilio Colombo, a salué « la cohérence et l'efficacité » des propositions Reagan. Le ministre français des affaires étrangères du gouvernement Mitterrand, Claude Cheysson, a déclaré que c'était là « la solution la plus souhaitable ». Margaret Thatcher a parlé d'une « initiative de la plus haute importance » et déclaré : « Je pense qu'elle recevra un chaleureux accueil non seulement dans les cercles politiques, mais dans les cœurs et les esprits des peuples à travers l'Europe. »

LES RÉFORMISTES ET L'« OPTION ZÉRO »

Alors que l'« Option zéro » n'a militairement aucun sens, elle a néanmoins réussi à séduire certaines forces réformistes au sein de l'European Campaign for Nuclear Disarmament (END). Cette organisation, dont le porte-parole le plus prestigieux est l'historien britannique E.P. Thomson, a réalisé un travail utile en publiant un important matériel d'information. Mais, en ignorant la nature de classe différente des Etats impliqués, et à l'encontre de l'évidence élémentaire des faits, elle a maintenu la position selon laquelle les Etats-Unis et l'Union soviétique étaient également responsables de la course aux armements.

Cela conduit en pratique les forces de l'END à s'aligner sur l'aile droite du mouvement anti-missiles sur les questions décisives. Ainsi, la Campagne britannique pour le désarmement nucléaire (CND) avait pris une position claire pour le retrait de la Grande-Bretagne de l'OTAN. Lors de la Conférence de novembre 1982 du CND, E.P. Thomson a combattu cette position sous prétexte qu'elle n'incluait pas aussi une condamnation du Pacte de Varsovie. Il a été mis en minorité.

Cette position conduit également l'END à renoncer à combattre sur ses propres revendications. Officiellement, elle soutient le mot d'ordre d'une « Europe dénucléarisée ». Mais, dans la mesure où il s'agit aussi de la position de l'Union soviétique, pour les raisons que nous avons déjà exposées, c'est totalement inacceptable pour l'impérialisme. Il faut donc choisir entre rompre avec l'impérialisme, ou abandonner en pratique cette revendication. E.P. Thomson a bien montré ce que signifiait la condamnation symétrique des « deux super-puissances » quand il a pris une position favorable à l'« Option zéro » de Ronald Reagan. Cela revient à accepter l'intégralité de l'armement nucléaire américain, français et britannique déjà installé en Europe. Et tant pis pour l'Europe dénucléarisée !

Sur cette question particulière des armes nucléaires en Europe, la position affichée par les dirigeants soviétiques — à la différence de leurs orientations de politique étrangère en général — est *grosso modo* plutôt positive. Ils disent qu'ils seraient prêts à tout moment au retrait de toutes les armes nucléaires d'Europe. Ils disent aussi qu'ils renonceraient inconditionnellement à user d'armes nucléaires contre tout pays refusant le stationnement d'armes nucléaires sur son territoire.

L'Union soviétique dit en revanche qu'elle ne renoncera pas unilatéralement à ses armes nucléaires tant que l'impérialisme n'en fera pas autant. D'ailleurs, si l'Union soviétique renonçait unilatéralement à ses armes nucléaires, cela renforcerait la possibilité d'une guerre nucléaire. L'impérialisme américain et ses alliés n'hésiteraient plus, dans ces circonstances, à utiliser leurs propres armes nucléaires, comme ils ont déjà envisagé de le faire en Corée en 1950-1951, et pendant la guerre de libération nationale au Vietnam, avant 1954 et entre 1960 et 1975. Si l'Union soviétique n'avait pas eu d'armes atomiques, il ne fait aucun doute que les Etats-Unis les auraient alors employées. De plus, alors que l'Union soviétique s'est toujours engagée à ne jamais utiliser de telles armes la première, les Etats-Unis se sont toujours refusés à pareil engagement. Il est évident que si cet engagement mutuel existait, les gens en auraient conclu à l'inutilité de ces armes et à la nécessité immédiate du désarmement.

Comme toute la stratégie militaire américaine depuis la Deuxième Guerre mondiale est basée sur l'armement nucléaire, et comme l'Union soviétique ne peut être attaquée que par ces moyens, les Etats-Unis n'accepteront donc jamais

de renoncer à l'armement nucléaire. C'est là quelque chose qui doit être clairement démontré aux yeux de la classe ouvrière du monde entier, à commencer par celle des pays impérialistes eux-mêmes.

Il y a un moyen pour écarter la menace de destruction nucléaire de la classe ouvrière européenne, c'est d'accepter sans délai les propositions d'une « Europe dénucléarisée ». Mais cela impliquerait pour des forces telles que l'END d'abandonner les mots d'ordre renvoyant dos à dos l'impérialisme et l'Union soviétique. Car le rejet de ces propositions par les puissances impérialistes éclaire le fait que ce sont elles, et non l'Union soviétique, qui constituent la première menace pour la paix.

Ainsi, les travailleurs grecs doivent demander qu'Andreas Papandreou tienne ses promesses électorales, quitte l'OTAN et expulse de Grèce les bases américaines. Les travailleurs français et britanniques portent une responsabilité particulière. L'impérialisme britannique ne se contente pas d'abriter sur son sol des bases américaines. Il construit ses propres armes nucléaires. Le gouvernement prétendument socialiste de François Mitterrand en France accélère le développement de la force de frappe nucléaire française, avec le sou-

tien actif de son allié gouvernemental, le Parti communiste français (PCF), et maintient ses troupes et ses bases militaires en Afrique.

La première tâche que les travailleurs français et britanniques doivent se fixer, c'est le désarmement unilatéral de leur propre bourgeoisie et le démantèlement de toutes les bases et armes nucléaires en Grande-Bretagne. Cela implique le rejet de tout discours confus sur « les deux super-puissances » et une claire reconnaissance du fait que c'est l'impérialisme qui représente une menace pour la paix et veut les armes nucléaires en Europe. Les revendications du mouvement anti-missiles en Europe sont donc claires :

- Pas de *Cruise*, pas de *Pershing-II*, pas de bombe !

- Désarmement nucléaire unilatéral en Grande-Bretagne et en France !

C'est par là que commence le combat contre la guerre nucléaire et pour le retrait de l'OTAN de tous les pays européens, pour une Europe dénucléarisée de la Pologne au Portugal. ■

John ROSS
Londres, 10 décembre 1982.

FRANCE

Le gouvernement Mitterrand accentue son effort de militarisation

DEPUIS dix-neuf mois qu'il est en place, le nouveau gouvernement français à direction socialiste a eu tout le temps nécessaire pour affiner sa politique militaire. Après avoir affiché, dans un premier temps, son intention de poursuivre sur ce plan ce que les précédents gouvernements de la Ve République avaient accompli depuis 1958, il dessine désormais clairement les contours d'une nouvelle politique de l'impérialisme français. L'appareil militaire qui autorise une telle politique va donc être remodelé pour servir les nouvelles ambitions des autorités françaises.

Jean-Louis MICHEL

Qu'il s'agisse en effet des nouveaux programmes d'armement nucléaire ou de la réorganisation des forces conventionnelles, tout concourt à un renforcement global des capacités d'intervention contre-révolutionnaire de la bourgeoisie française à l'échelle internationale. Une nouvelle Loi de programmation militaire pour planifier l'effort de militarisation d'ici 1988 est en préparation. Elle devrait être présentée au Parlement dès le printemps 1983. Ce sont ainsi toutes les promesses du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste français (PCF) qui sont abandonnées les unes après les autres, à la plus grande satisfaction des états-majors de la réaction.

La réduction du service militaire à six mois a été oubliée et remplacée par un allongement de la durée du service militaire obligatoire — douze mois actuelle-

ment — pour une fraction de « volontaires » du contingent, 10 000 hommes dès 1983, qui feront entre seize mois et trois ans.

La promesse d'une « moralisation » des ventes d'armes a laissé la place à une politique servile de marchand de canons au profit des industriels des secteurs publics ou privés de l'armement. La prétendue politique d'« indépendance nationale » s'est traduite dans les faits par une affirmation, encore plus nette que sous Valéry Giscard d'Estaing, de l'ancrage de la France au sein de l'alliance contre-révolutionnaire de l'Atlantique-Nord (OTAN). Et ce ne sont pourtant là que quelques-uns des traits caractéristiques, mais non exclusifs, de cette nouvelle politique militaire de l'impérialisme français.

Comme toujours en pareil cas, ces nouveaux « lieutenants ouvriers » de la bourgeoisie ont commencé par envisager la réalité des menaces. Ils en ont conclu

que celles-ci ne se profilait pas exclusivement — ni même principalement — à la frontière nord-est du pays, les développements de la révolution coloniale leur apparaissant autrement plus dangereux. En conséquence, ils envisagent, en modernisant leur arsenal nucléaire destiné au « théâtre européen », de pouvoir dégager une partie du « corps de bataille » massé à l'est du pays et en République fédérale d'Allemagne (RFA) pour l'affecter à d'autres tâches, celles de gendarme impérialiste en Afrique, au Moyen-Orient ou ailleurs.

L'HORIZON DES « MENACES » A CHANGÉ

Après la décision de construire un septième sous-marin nucléaire lance-engins pour la Force océanique stratégique (FOST), la France capitaliste s'engage donc dans la voie d'une « modernisation » de son arsenal tactique, avec la mise au point du missile *Hadès*, d'une portée de 400 km, qui pourra être tiré du territoire national et atteindre des objectifs situés au-delà des frontières orientales de la RFA. Le ministre de la Défense, Charles Hernu, a, en outre, confirmé que la bombe à neutrons (« N ») française était au point, « en attendant une éventuelle décision de déploiement ». Le président de la République François Mitterrand, répondant aux questions des journalistes, le dimanche 2 janvier 1983, a été tout à fait explicite : « Il n'est pas question que la France retire un seul de ses missiles. » Quant à l'installation par les Américains des missiles *Cruise* et des fusées *Pershing-II* dans d'autres pays européens, on sait que le gouvernement français s'est fait l'un des plus ardents défenseurs de cette politique criminelle des centres impérialistes.

LE GENDARME IMPÉRIALISTE VEILLE

En dehors du « théâtre européen », l'impérialisme français a encore vu croître ses responsabilités depuis un an et demi. Il n'entretient pas moins de 17 000 hommes de l'armée de terre outre-mer. En plus des territoires et départements d'outre-mer (TOM-DOM), l'armée française est massivement présente à Djibouti, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal et au Gabon. Ses missions successives au Liban et en Centrafrique confèrent un caractère permanent de fait à la présence militaire de la France dans ces deux derniers pays. Des centaines de « conseillers » sont présents dans 24 Etats au total, dont 18 pays africains. 1 200 officiers et sous-officiers étrangers sont formés chaque année en France. Il convient d'ajouter à ce dispositif quelque 3 000 gendarmes stationnés en permanence outre-mer. L'activité de la marine est consacrée pour 31 % à l'Océan Indien et pour 18 % à la Méditerranée. Enfin, les missions diverses de l'aviation sont également à prendre en compte. Aujourd'hui, le gouvernement prévoit même de renforcer encore les Forces d'assistan-

ce rapide (FAR), tant sur le plan du nombre d'hommes disponibles que sur celui des armements lourds dont seront dotées ces unités.

Dans le cadre de cet effort de militarisation, le territoire national n'est pas oublié. La gendarmerie, véritable enfant chéri du régime, a vu son rôle tant militaire que politique se renforcer dans des proportions inquiétantes et, sous couvert de « lutte contre le terrorisme », on assiste à un redéploiement des activités de renseignement, ce qui a ému de nombreux secteurs démocratiques.

LES CONTRADICTIONS S'ACCROISSENT

La première des contradictions à s'accroître, la plus visible aussi, affecte les relations entre Paris et Washington. S'il ne perd pas une occasion de réaffirmer son attachement à l'Alliance atlanti-

La France est le premier producteur d'armes du monde par tête d'habitant. (DR)



que, le gouvernement français n'entend pas pour autant avaliser les « incohérences majeures » de la politique de Ronald Reagan. C'est le message que Charles Hernu a délivré à la dernière assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui se tenait au même moment que le sommet de l'OTAN à Bruxelles (1). Le gouvernement français s'inquiète du renforcement et du redéploiement des forces conventionnelles envisagés par l'OTAN sous le nom de « Plan Rogers » (2). Paris y voit un affaiblissement de la dissuasion, mais surtout le prélude à une nouvelle offensive US dans le secteur de l'armement. La récente confirmation par le Congrès US des mesures protectionnistes autour de l'industrie d'armement nord-américaine a fini de convaincre les dirigeants capitalistes européens que Ronald Reagan leur préparait un nouveau coup fourré. La France peut donc obtenir — pour un temps —

le soutien de ses partenaires dans sa volonté de relance d'une politique européenne de défense, notamment par la réactivation de l'UEO, d'une part, et des projets de coproduction d'armement, d'autre part. Mais elle ne peut espérer voir se ranger derrière elle ses partenaires de manière durable.

Deuxième contradiction : aucun autre pays européen n'a des intérêts aussi décisifs que ceux de la France dans le secteur des industries d'armement. La France reste, et de loin, le premier producteur mondial d'armes par tête d'habitant. La politique de surarmement française est en vérité à hauts risques économiques. A la différence de ce qui s'était passé dans les années 1950 et 1960 où, après un formidable effort de surarmement, les USA avaient relâché le rythme, cette fois il n'y aura pas de pause américaine, parce qu'il y a la crise qui s'approfondit chaque jour davantage. Ce faisant, les capitalistes américains vont simplement déplacer les créneaux porteurs de leur politique de surarmement, des forces nucléaires aux forces classiques par exemple, et sans doute demain vers les systèmes anti-missiles balistiques (ABM) comme le laissent prévoir les débats autour du mode de déploiement du MX. Dans ce contexte, l'économie française en général, et son secteur « militaire » en particulier, feront inévitablement les frais de la politique de Ronald Reagan, presque aussi agressive à l'égard de ses alliés ouest-européens que de l'URSS.

Troisième contradiction, sans doute la plus décisive pour les révolutionnaires : le gouvernement français doit faire appel, pour mettre en œuvre sa politique, à la jeunesse, qu'il va devoir militariser et embrigader à un degré supérieur à ce qui prévalait avant le 10 mai 1981. Les jeunes travailleurs sous l'uniforme peuvent retrouver à cette occasion une place centrale dans le dispositif militaire de l'ennemi de classe. Sous réserve que vienne des rangs du mouvement ouvrier une politique cohérente de dénonciation de la militarisation, la situation actuelle peut se révéler favorable aux travailleurs, car les jeunes embrigadés sous les drapeaux de la bourgeoisie n'ont que des raisons de rester fidèles à leur classe, s'ils y ont été préparés. ■

Jean-Louis MICHEL
Paris, mardi 4 janvier 1983.

1. L'UEO est un organisme européen de coopération militaire et de défense. En sont membres les signataires du Traité de Bruxelles du 17 mars 1948 — Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Grande-Bretagne — plus l'Allemagne fédérale et l'Italie. Ses rencontres au niveau des ministres des Affaires étrangères ont lieu avant celles du Conseil de l'OTAN, comme ce fut le cas en décembre dernier.

2. Pour plus de détail sur cette orientation, on peut se référer à l'interview du général Bernard Rogers, commandant suprême des forces alliées et commandant en chef des forces américaines en Europe, publié par le *Monde* daté du 6 janvier 1983.

Consultations électorales et politique d'unité nationale

Le dur cheminement d'une alternative ouvrière

DES élections présidentielles et législatives doivent avoir lieu au mois de février 1983 au Sénégal. C'est là un événement majeur, au moins pour les organisations politiques d'opposition, dont la plupart étaient encore dans la clandestinité il y a seulement un an. C'est aussi un événement nouveau pour l'ensemble du continent africain.

En assurant la succession de Léopold Sédar Senghor le 31 décembre 1980, le président Abdou Diouf a amorcé une « ouverture politique » à peu près totale, alors qu'auparavant seuls quatre partis politiques étaient légalement reconnus par la Constitution. Chaque organisation politique a pu, dès lors, réclamer sa légalisation. Plusieurs facteurs sont intervenus dans cette « ouverture », dont certains sont à mettre en relation avec la crise économique que connaît le pays et avec l'influence déterminante de l'impérialisme sur la politique locale, notamment de l'impérialisme français, qui maintient une forte garnison militaire à Dakar et une base aérienne à Ouakham.

Déjà sous la présidence de Léopold Sédar Senghor, le pouvoir avait dû lâcher du lest et reconnaître l'opposition bourgeoise du Parti démocratique sénégalais (PDS) d'Abdoulaye Wade, puis du Mouvement républicain sénégalais (MRS, formation se disant elle-même « conservatrice » et à droite du Parti socialiste au pouvoir). Il s'agissait par là de laisser certaines fractions de la petite bourgeoisie cossue exprimer leur mécontentement sans danger pour le régime. Il avait aussi fallu prévoir un moyen de canaliser la combativité de certains secteurs ouvriers et de la jeunesse sur le terrain des institutions. On a donc légalisé, au nom de la reconnaissance constitutionnelle du « courant marxiste-léniniste », le vieux Parti africain de l'indépendance (PAI) de Majhmout Diop, formation stalinienne

Claude GABRIEL
François CAZALS

La difficulté principale que rencontre la domination impérialiste dans cette région de l'Afrique noire est de parvenir à rationaliser cette économie néocoloniale, à transformer l'appareil d'Etat construit à la va-vite à l'époque des Indépendances dans les années 1960, tout en étant contraint, par nécessité, de maintenir les mécanismes fondamentaux du fonctionnement de ce système, à savoir la corruption et la prévarication généralisées qui demeurent le principal ciment d'une bourgeoisie faible, spéculatrice et presque uniquement mercantile. Il est en effet difficile de remettre totalement en cause les formes particulières d'accumulation du capital (corruption, détournement de fonds, prévarication) qui président à l'enrichissement de cette bourgeoisie locale. Ainsi, tout dernièrement, les petits patrons du Groupement économique sénégalais (GES) ont vivement protesté contre les institutions financières qui voulaient contrôler leurs comptes en banque comme préalable à l'attribution de prêts bancaires, et qui exigeaient la mise en

« historique » fondée en 1957 et disposant aujourd'hui de bonnes relations avec le Parti communiste italien (PCI) et le Parti communiste roumain (PCR). Cette première étape a culminé avec les élections générales de 1978, qui ont confirmé le PDS comme opposition bourgeoise au sein des institutions néocoloniales (17,38 % des voix aux élections présidentielles) et disposant d'un petit groupe parlementaire.

Depuis l'arrivée d'Abdou Diouf à la présidence, les choses se sont encore précisées. D'une part, la crise économique s'est aggravée et ce sont le Fonds monétaire international (FMI), la Banque Mondiale et les institutions monétaires de la Zone franc qui dirigent maintenant sans fard la politique sénégalaise. D'autre part, du côté des masses populaires, la combativité s'est renforcée dans certains secteurs, jusqu'à constituer une gêne réelle et durable pour la politique d'austérité envisagée par le gouvernement.

Le projet d'« ouverture démocratique » d'Abdou Diouf est donc clair, et personne n'est censé l'ignorer dans la gauche sénégalaise. Il s'agit, par le biais de la légalisation des appareils politiques, de renforcer les tendances à la bureaucratisation et à la sclérose d'une opposition politiquement et socialement divisée et hétérogène. Cela doit, dans un deuxième temps, conduire à l'élargissement des assises gouvernementales, par l'instauration d'un véritable climat d'« Union nationale » pour la sauvegarde du pays. Si ce processus était mené avec succès jusqu'à son terme, l'épisode qui lui succéderait serait celui d'une répression accentuée contre tous ceux qui auront refusé de se prêter à cette politique. Les prochaines élections constituent donc un test important pour mesurer ce que l'opposition sénégalaise compte faire après que le pouvoir ait aussi clairement abattu ses cartes.

liquidation des entreprises par trop endettées. Ce n'était pourtant là qu'un des aspects du Plan de redressement économique et financier dicté par le FMI. Mais le gouvernement néocolonial a dû céder devant les récriminations de sa clientèle, et la valse des trafics, des prêts bancaires jamais remboursés, des détournements de fonds légalisés, va pouvoir se poursuivre.

Tout ne peut donc pas se faire dans un pays néocolonial de ce genre au nom des intérêts supérieurs du capitalisme en général. Il faut avant tout assurer la pérennité de l'édifice que constitue l'appareil d'Etat néocolonial et du vaste réseau de ceux qui profitent des retombées de ce système. L'Etat sénégalais, comme tous les Etats néocoloniaux africains, s'appuie en effet sur une pyramide sociale dont la corruption est le dénominateur commun et le fondement de sa cohésion et de sa solidarité. Ainsi, dans la préparation des élections prévues pour février prochain, le Parti socialiste (PS) au pouvoir — qui est membre de l'Internationale socialiste — a su mobiliser à ses côtés une multitude de « solidarités » et de réseaux qui fondent l'assise de l'Etat néocolonial

et de la classe dominante dans ce pays. Ont ainsi appelé à voter pour le candidat du PS Abdou Diouf les corps professionnels, les regroupements de commerçants, les éleveurs de poulets, la direction du principal syndicat, c'est-à-dire la Confédération nationale des travailleurs sénégalais (CNTS), qui est d'ailleurs affiliée au PS, ainsi que toutes les chefferies maraboutiques (1).

A travers la corruption et le clientélisme, le régime maintient des appuis sociaux qui dépassent les contours économiques de la seule classe dominante. L'Etat et le PS ont pu, surtout dans la mesure où le mouvement ouvrier était structurellement et organisationnellement encore faible, s'attacher pour un temps les faveurs d'une partie des masses populaires. Ces liens ne sont toujours pas entièrement rompus aujourd'hui. Au bon moment, ils peuvent être revivifiés de différentes

1. La population sénégalaise est musulmane à 90 %. Des confréries maraboutiques se partagent une grande partie des pratiques du culte. Elles ont à leur tête des hiérarchies très structurées et fort actives économiquement. Les principales sont les mourides, les tidjanes, les laobés.

manières par le pouvoir. Ainsi, comme cela vient de se faire à l'approche de l'échéance électorale, les dettes des paysans sont annulées et l'on fait intervenir la propagande des confréries islamiques pour relancer l'appui populaire à la candidature gouvernementale. A ce titre, l'opération de succession entre Léopold Sédar Senghor et Abdou Diouf a aussi constitué un moyen de réactiver la dimension bonapartiste du régime. Seulement pour un temps limité certes, car de telles manœuvres ne suffiront pas à résoudre, à elles seules, la crise profonde de l'Etat néocolonial. Mais il s'agit justement, au travers des prochaines élections, de signer un nouveau bail entre le pouvoir et son électorat, quitte à improviser par la suite en fonction du succès de l'opération d'élargissement de l'assise gouvernementale du régime.

UN MOUVEMENT DE MASSE SOCIALEMENT ET POLITIQUEMENT DIVISÉ

Face à ce système fondé sur la corruption et le clientélisme politique, le mouvement de masse sénégalais reste profondément hétérogène sur le plan social et divisé au niveau syndical et politique. La société sénégalaise ne connaît pas de puissantes concentrations ouvrières — on estime à 200 000 environ le nombre de salariés sur une population de plus de 5 millions d'habitants. Sur une population active de 2 millions de personnes, les trois quarts se concentrent dans le secteur de l'agriculture. A côté de quelques dizaines

de milliers d'ouvriers « stables » se maintient donc une couche bien plus importante numériquement de travailleurs temporaires, semi-prolétarisés, vivant occasionnellement d'emplois précaires (vendeurs de rue, travailleurs saisonniers, dockers embauchés à la journée ou contrôleurs des passagers dans les « cars rapides » privés...). Il y a aussi cette masse de sans-travail dont l'écrasante majorité est composée de jeunes — les moins de quinze ans représentent 44 % de la population totale — et de femmes.

Dans les campagnes, la paysannerie est directement confrontée à la brutale exploitation du système coopératif d'Etat, aux prêts sur les semences, qui provoquent un endettement endémique, au monopole d'Etat pour la commercialisation des principaux produits agricoles et pour la fixation des prix d'achat de ces productions. La seule production d'arachide occupe 42 % des terres arables et 70 % de la population active totale, donc un pourcentage encore bien plus important de la population active paysanne, et représente avec ses dérivés 42 % de l'industrie et 23 % de la production intérieure brute (PIB). C'est dire combien la dégradation des termes de l'échange, le recul des quantités produites et de la productivité du travail en ce domaine, qui conduisent à la baisse régulière du prix de ces productions sur le marché mondial, maintiennent les masses paysannes à un seuil de pauvreté extrêmement bas. Ajoutée à la répression et à la coercition menées par l'administration, c'est là la raison fondamentale de l'absence de mobi-

lisations paysannes d'envergure.

C'est encore dans les bastions ouvriers traditionnels, comme les transports urbains, l'électricité, les banques ou les chemins de fer, que s'est exprimée le mieux la combativité ouvrière ces dernières années. C'est dans ces secteurs qu'aujourd'hui le « consensus social » prôné par le régime passe le plus mal et que le mouvement d'organisation syndicale est le plus avancé. Toutefois, les différentes luttes sociales ces dernières années sont aussi restées dans ces secteurs principalement caractérisées par leur parcellisation. Aucun mouvement social d'ampleur n'est venu depuis l'Indépendance (1958-1960) unifier une partie ou la totalité de ces différentes fractions des masses laborieuses. Cette situation agit en retour sur le niveau de conscience de classe des secteurs prolétarisés les plus organisés et les plus combatifs. Très peu de grèves ont, dans la dernière période, affiché un objectif politique central contre le régime. Les luttes revendicatives demeurent isolées les unes des autres. A tel point que le gouvernement a même pu se permettre, à la veille des élections, de satisfaire les revendications salariales des employés des banques après seulement quelques heures de débrayage, dans la mesure où ces victoires n'entraînent pas la mobilisation immédiate d'autres secteurs du prolétariat pour exiger la même chose. Par ailleurs, des secteurs entiers de la population laborieuse (paysannerie, travailleurs temporaires, femmes et jeunes des bidonvilles...) n'ont jamais fait l'expérience de luttes collectives ni même du minimum d'organisation

La LCT: du Front unique anti-impérialiste au soutien à une candidature bourgeoise

La Ligue communiste des travailleurs (LCT) est l'organisation sénégalaise du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CIRQI) formé autour du Parti communiste internationaliste (PCI-lambertiste) français. Tout comme l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), qui se réclame de la IV^e Internationale, la LCT est une petite organisation, le courant se revendiquant du trotskysme étant encore le plus faible des courants ouvriers au Sénégal. Pourtant, certains dirigeants de la LCT se laissent souvent aller à avancer des chiffres fantaisistes sur leurs forces, surtout destinés d'ailleurs à la propagande extérieure. Le meeting central de la LCT au cinéma Rex de Dakar, du 18 décembre dernier, qui a rassemblé environ 80 personnes — dont des militants d'autres organisations — donne une idée plus

réaliste de l'implantation réelle de cette organisation.

A l'approche des élections, la LCT a, comme toutes les autres organisations, commencé à préciser son orientation face à cette échéance. Le 10 juillet 1982, elle publiait un tract appelant à l'« unité de l'opposition ». Confrontée à quelques remous internes du fait de cette formulation qui n'excluait pas explicitement de cette unité les partis bourgeois, la direction de la LCT publiait une nouvelle fois ce tract, quelques jours après, en informant ses lecteurs que l'unité de l'opposition dont il était question n'incluait pas des formations bourgeoises d'opposition, comme le Parti démocratique sénégalais (PDS) d'Aboulaye Wade ou le Mouvement républicain sénégalais (MRS) de Boubacar Guèye.

Lorsque débutèrent les réunions unitaires autour de l'échéance électorale, l'OST obtint l'acceptation par la LCT et le Parti africain de l'indépendance (PAI, stalinien) d'une déclaration commune en faveur de « l'unité des organisations de la classe ouvrière et du peuple travailleur » (cf. *Inprecor* numéro 139, du 20 décembre 1982). Cet appel fut diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires au Sénégal et dans l'émigration sénégalaise en France, cité par le leader du PAI, Majhmout Diop lors d'une conférence de presse, repris par certains journaux comme celui de la Ligue démocratique - Mouvement pour le parti du travail, etc. Pourtant, ce document à peine signé, la direction de la LCT accepta, au cours des réunions unitaires suivantes, la proposition de divers groupes staliniens d'élargir ces rencontres à des organisations bourgeoises comme le PDS et le MRS, ce dernier étant

que connaissent les secteurs ouvriers.

Toutefois, dans les secteurs les plus combattifs au niveau de la lutte revendicative, le niveau de conscience politique reste encore faible. D'autant plus que la répression systématique contre toute forme d'organisation ouvrière indépendante, tout au long des vingt années de régime néocolonial, n'a pas facilité la permanence d'un haut niveau d'organisation syndicale ni même d'une mémoire des expériences ouvrières passées. L'histoire des luttes revendicatives du prolétariat sénégalais et de ses efforts pour se doter d'organisations syndicales combattives est celle d'un éternel recommencement.

Y compris lors de la première étape de l'« ouverture démocratique », avant même que Léopold Sédar Senghor ne cède de la place à son Premier ministre Abdou Diouf, l'orientation manipulatrice des appareils politiques face au mouvement syndical renaissant de manière indépendante de l'Etat — à travers l'Union des travailleurs libres du Sénégal (UTLS), la Confédération générale des travailleurs démocratiques du Sénégal (CGTDS) ou le Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES) — a gâché une chance historique de faire un pas en avant décisif en direction de l'unité du mouvement ouvrier.

Le mouvement syndical actuel, caractérisé par une extrême cartellisation et le maintien de la CNTS liée au pouvoir comme la principale force syndicale, illustre aussi les conséquences néfastes de la stratégie des directions politiques nationalistes bourgeoises et stalinienne dans la

dernière période. C'est dire si l'unification du mouvement revendicatif des masses demeure un objectif essentiel pour toute direction qui se veut révolutionnaire dans ce pays.

Faire avancer la perspective stratégique d'une révolution prolétarienne tout en dotant les masses de leurs organes de lutte indépendants de la bourgeoisie, tels sont les objectifs fondamentaux. Car la condition d'une avancée politique de la conscience des masses prolétariennes réside dans la rupture avec les pratiques et orientations de manipulation du mouvement de masse et d'union avec des secteurs bourgeois, défendus par les forces hégémoniques de l'opposition sénégalaise. Aujourd'hui, une telle orientation de classe constitue pourtant le cadet des soucis de la plupart des petits appareils politiques légalisés depuis environ un an.

La plupart de ces formations recherchent avant toute chose l'assurance d'une longue et tranquille période de légalité et militent en ce sens. Or, le but du pouvoir n'est pas simplement d'intégrer quelques fractions du PDS ou du Rassemblement national démocratique (RND), organisation nationaliste bourgeoise de Cheikh Anta Diop, dans un gouvernement de coalition, ou de rallier une série de transfuges. L'objectif plus général du régime est de parvenir à museler toute l'opposition grâce au poison de l'arrivisme social et politique. Tous les moyens sont bons pour y parvenir : de la corruption pure et simple pour s'attacher des transfuges, jusqu'à la pression subtile pour créer un climat politique d'Union nationale tel que toute

force préconisant la lutte sociale et politique contre le régime et l'impérialisme soit marginalisée pour mieux être réprimée ensuite.

Le nouveau gouvernement peut d'ores et déjà se targuer de certains succès en ce sens. Ainsi, lorsque dès son accession au pouvoir Abdou Diouf a annoncé la convocation d'états-généraux de l'enseignement, la direction du SUDES, à l'époque assumée par le Parti de l'Indépendance et du Travail (PIT, la plus pro-Moscou des formations stalinienne) et la Ligue démocratique (LD, scission du PAI dans les années 1970), a donné sans réserve dans le panneau de la « participation responsable ».

LA LUTTE POUR L'UNITÉ DU MOUVEMENT DE MASSE

Dans le cadre de ce panorama politique et syndical particulier, la lutte pour l'unité et l'indépendance de classe du mouvement de masse passe principalement par le renforcement de l'indépendance du mouvement syndical par rapport à l'Etat et aux formations politiques bourgeoises et par la multiplication des formes adéquates d'organisation de la lutte des masses non salariées (femmes, jeunes, paysans...) dans les quartiers et les villages, autour de leurs propres revendications.

Les syndicats et les organisations politiques ouvrières doivent avoir un rôle fondamental dans l'émergence et l'organisation de telles luttes. Au-delà de la bataille pour l'indépendance de classe

formellement opposé au mot d'ordre d'« Etat laïque ». La LCT s'est même ensuite proposée de participer aux commissions chargées d'aller inviter ces forces réactionnaires.

Quand les réunions unitaires en arrivèrent à débattre d'une plate-forme politique, la LCT s'est opposée aux représentants de l'OST qui réclamaient que soit définie une perspective gouvernementale claire excluant toute participation des partis bourgeois. Les représentants de la LCT finirent même par donner leur aval à un programme aussi vague que confus, ne proposant aucune rupture avec l'impérialisme et prônant l'unité sans principes de l'opposition sur un projet de « salut national ». Mieux encore, la LCT fut la seule organisation à se réclamer publiquement de ce prétendu « programme unitaire », dans un tract diffusé le 12 décembre.

Alors qu'aujourd'hui les forces les plus importantes de l'opposition ont fait le choix de se présenter séparément aux élections, la LCT a suspendu ses discussions avec l'OST et le PAI, rompant ainsi avec ce qui aurait pu être le seul bloc de front unique dans cette campagne électorale. Elle l'a fait au profit d'un soutien au candidat Mamadou Dia et à son groupuscule bourgeois, le Mouvement démocratique et populaire (MDP), comme l'ont annoncé les dirigeants de la LCT lors de la rencontre unitaire du 21 décembre 1982. Pourtant, ce vieux politicien bourgeois, ancien président du Conseil et rival historique de Léopold Sédar Senghor dans les années 1960, a présenté sa candidature comme le résultat « d'un devoir religieux, d'un acte de dévotion à Allah ». Par

ailleurs, il a précisé : « Nous ferons face avec la foi du militant et du croyant... pour instaurer une société islamique délivrée de toute trace de despotisme. » (*Le Soleil*, 20-21 décembre 1982). Voilà donc la LCT en bonne compagnie.

Il était un temps où cette organisation opposait à la tactique trotskyste de Front unique ouvrier une formulation confuse de « Front unique anti-impérialiste », dont le contenu variait au gré des tracts et déclarations. A la première échéance politique importante, la LCT a préféré rompre toute unité avec les formations ouvrières de l'OST et du PAI, abandonnant ainsi la bataille pour une candidature indépendante de la classe ouvrière, et s'est ouvertement aligné sur une position de soutien à un front de collaboration de classe et à un candidat bourgeois.

Cet opportunisme politique s'articule autour du catastrophisme politique de l'analyse que la LCT fait du caractère « pré-révolutionnaire » de la situation et de l'état de « dislocation » qui serait celui du régime. Il ne suffirait plus dès lors que de donner un coup de pouce — même avec des forces bourgeoises — pour faire basculer tout l'édifice... Ce faisant, les militants de la LCT contribuent plus au recul de la conscience de classe des travailleurs qu'à l'avancée de la mobilisation ouvrière à l'occasion des élections. A leur modeste niveau, ils se retrouvent donc ainsi servir de marche-pied à des politiciens bourgeois à la recherche d'un espace politique dans le cadre de l'Union nationale.

dans le mouvement syndical proprement dit, c'est par ces actions que peut le mieux se concrétiser la tactique d'unification des masses populaires opprimées autour du prolétariat.

Mais, malgré cette priorité nécessaire à la construction du mouvement syndical, qui pose donc la question de l'unité d'action des différents courants disposant d'une base syndicale, certaines échéances, comme par exemple les prochaines élections, mettent à l'ordre du jour la question de l'unité ouvrière au niveau des appareils politiques proprement dits.

Pour aborder cette question, il faut tout d'abord remarquer qu'au Sénégal, comme un peu partout où existent en Afrique des forces d'opposition, ces appareils politiques — qu'ils soient bourgeois ou ouvriers — ne disposent que d'une faible implantation populaire. La question de leur unité au sommet n'est donc pas forcément un terrain privilégié en permanence pour l'activité des marxistes révolutionnaires. Les principales forces ouvrières sénégalaises ont, par ailleurs, des programmes politiques prônant la collaboration de classe et des directions de nature petite-bourgeoise, résultat du poids social et politique important de la petite bourgeoisie intellectuelle dans ces pays. Ce qui les distingue donc des formations bourgeoises, au-delà de leurs liens internationaux avec la bureaucratie soviétique pour certaines d'entre elles, c'est le fait qu'elles soient tenues pour responsables de leurs propositions, au moins par la fraction des masses populaires et du prolétariat qu'elles influencent. Leur rapport à cette fraction des masses populaires ne se limite pas, comme dans le cas des formations bourgeoises, au clientélisme, au suivisme religieux ou familial, mais constitue un engagement militant réel, bien que minoritaire. On peut dire qu'en dehors d'une base populaire éventuelle du parti au pouvoir, il n'y a guère de place au Sénégal, et peut-être même en Afrique en général, pour de puissantes formations bourgeoises d'opposition disposant d'une influence durable dans les masses. Le clientélisme, la corruption et la coercition peuvent permettre le contrôle d'une fraction des masses populaires par le pouvoir, mais beaucoup moins durablement par l'opposition. Par ailleurs, l'absence de bourgeoisie nationale interdit l'apparition d'une force bourgeoise anti-impérialiste conséquente et la masse paysanne reste très fluctuante dans ses attachements politiques, et souvent soumise aussi à la prévarication et au suivisme religieux.

Le seul moyen d'éviter le piège de l'Union nationale tendu par le pouvoir est donc de se battre en permanence pour l'unité et l'indépendance du mouvement de masse. La totalité des directions stalinienne et nationalistes restent en revanche empêtrées dans leurs conceptions purement incantatoires de revendications sociales et démocratiques, alors que seules de puissantes luttes de masse pourront faire plier l'impérialisme et le pouvoir néocolonial. Et c'est au profit d'un hypothétique front des « patriotes », c'est-à-

dire en fait d'une addition de quelques appareils politiques, qu'est sacrifié le difficile chemin qui mène à l'organisation des luttes sociales.

L'activité syndicale n'est pas, pour ces groupes politiques, un terrain de réalisation de l'unité des masses. Chacun se bat pour contrôler « son » syndicat, et ces manipulations font encore un peu plus reculer le taux déjà faible de syndicalisation.

L'EPISODE ÉLECTORAL

Dans le cadre des réunions unitaires qui se sont déroulées depuis le mois d'oc-

les élections. La suspendre, même momentanément, sous prétexte qu'il serait préférable de soutenir un candidat bourgeois afin de faire un bon score électoral et de réaliser un front patriotique quelconque, est une méthode qui se retourne contre le mouvement ouvrier sénégalais. C'est cependant ce que la plupart des organisations de gauche ont décidé. Le PIT déclare vouloir s'abstenir de présenter un candidat aux présidentielles afin de ne pas « prendre une quelconque initiative susceptible de disperser davantage les choix de l'opposition (3) ». En d'autres termes, ce parti, qui s'est opposé à l'unité des organisations ouvrières, s'appête en revanche à faire voter pour Abdoulaye Wade du PDS.



Abdou Diouf et François Mitterrand et leurs épouses lors de la visite du président français à Dakar, en mai 1982. (DR)

tobre 1982, les organisations en question ont donc fait mine de considérer l'échéance électorale comme un but en soi. Non pas qu'elles aient pensé que l'unité puisse parvenir à vaincre le parti au pouvoir, mais plutôt que cette campagne électorale devait d'abord servir à chaque formation pour manœuvrer contre les autres, et parvenir finalement à se présenter seules aux législatives et soutenir un candidat bourgeois aux présidentielles. D'une unité de lutte des organisations, il n'en était nullement question.

La seule voix discordante dans ces discussions aura donc été celle de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, formation qui se réclame de la IVe Internationale). Celle-ci estime que les élections devaient être un moyen de faire progresser la conscience de classe des travailleurs. Pour cela, l'OST se bat pour la seule unité des organisations de la classe ouvrière et du peuple travailleur. Toute allégeance à un politicien bourgeois comme Abdoulaye Wade du PDS ou Mamadou Dia du Mouvement démocratique et populaire (MDP) n'aboutirait, au contraire, qu'à faire reculer la conscience ouvrière. Comme l'OST l'affirme dans un tract : « Comment peut-on demain se battre dans les syndicats pour y virer les bourgeois si aujourd'hui on propose l'unité avec Wade et consorts ? (2) »

La bataille pour l'unité des organisations ouvrières et une bataille prolongée qui devra évidemment se poursuivre après

Du côté de la Ligue démocratique (LD), autre fraction stalinienne, même scénario, mais cette fois au profit de Mamadou Dia du MDP. Le petit groupe maoïste Union démocratique et populaire (UDP) et la Ligue communiste des travailleurs (LCT, groupe rattaché au Comité international pour la reconstruction de la IVe Internationale, CIRQI, voir encadré), affirment eux aussi vouloir soutenir cette candidature ...

Le courant maoïste And Jeff - Mouvement révolutionnaire pour une démocratie nouvelle, quant à lui, est traversé par la contradiction qui consiste à parler du socialisme mais à ne proposer, en fait, qu'une stratégie de « révolution nationale démocratique et populaire », c'est-à-dire un front multiclassiste. Après avoir dénoncé le Code électoral antidémocratique, mais sans proposer une riposte de masse unitaire, And Jeff a donc prôné l'abstention aux présidentielles.

Dans ce climat de division forcené, le pouvoir a su utiliser toutes les tares traditionnelles des formations de l'opposition.

2. « Lettre ouverte de l'OST aux militants de la Ligue communiste des travailleurs », Dakar, décembre 1982.

3. Le Soleil, Dakar, 13 décembre 1982. Le PIT propose la « démocratisation » de l'Etat et des assemblées locales, mais omet par exemple d'exiger l'indépendance de la CNTS par rapport au régime (cf. « Contribution du PIT à l'élaboration d'un programme électoral des partis de l'opposition »).

Finalement, contre Abdou Diouf ne vont se présenter que quelques vieux politiciens bourgeois pour lesquels vont « rouler », chacun dans leur coin, les différentes organisations ouvrières. En définitive, les élections présidentielles vont contribuer encore un peu plus à obscurcir la conscience de classe des travailleurs.

Dans un document exprimant ses désaccords, avec une telle démarche, l'OST écrit : « Il faut savoir choisir le contenu de l'unité. Peut-on faire l'unité avec des organisations bourgeoises comme le PDS qui, à son Congrès, s'est déclarée sans vergogne prête à gouverner éventuellement avec Abdou Diouf ? (...) L'OST combat pour le socialisme. Cet objectif dépend donc fondamentalement du niveau d'organisation et de conscience de classe des masses laborieuses. Faire progresser cette conscience est une condition incontournable pour les révolutionnaires. Le moyen : Se battre en permanence pour l'unité et l'indépendance de classe du mouvement ouvrier. (4) »

C'est précisément dans cette voie que la majorité de la gauche au Sénégal est incapable de progresser. Pour les courants de matrice stalinienne, du type PAI, PIT ou LD, la lutte pour le socialisme est devenue un lent grignotage « démocratique » au sein de la société néocoloniale. Les luttes de masse sont reléguées au rang d'appoint tactique d'une telle orientation. La bataille pour contribuer à faire émerger une ferme conscience de classe parmi les travailleurs est donc totalement négligée.

LE POUVOIR CAPITALISE

L'orientation d'Abdou Diouf consistant à favoriser la légalisation de l'opposition dans une perspective ultérieure de recomposition d'une nouvelle coalition gouvernementale n'a pas satisfait tout le monde au sein du PS. Des « barons » du parti au pouvoir ont vu d'un mauvais œil cette perspective. D'autant que, pour redorer le blason du régime et faire aussi bonne figure auprès du FMI, la présidence a lancé l'idée démagogique d'une lutte contre « l'enrichissement illicite ». Quelques têtes sont tombées, le ministre de l'Economie, Ousmane Seck, a dû démissionner. Rien de très méchant pour ce régime qui, jusqu'à la présidence de la République, est totalement corrompu. Mais ces petites manœuvres découpent pourtant des clans rivaux dans l'appareil du parti et le ton monte parfois au-dessus de ce qui est supportable pour le prestige même d'Abdou Diouf.

Le Congrès du PS, qui vient de se tenir en décembre 1982, avait donc pour but de le consacrer définitivement comme maître absolu du PS. Il n'y avait ni portrait de Senghor derrière la tribune, ni référence au passé dans les rapports présentés. Et ce n'est seulement que dans son discours de clôture qu'Abdou Diouf a rappelé brièvement le rôle du « père de la Nation ». Ce fut donc en quelque sorte le Congrès de la « désenghorisation ».

Qualifié d'« artisan du renouveau » — ce qui laisse entendre qu'il était temps

de ravalier la façade — l'actuel président de la République, Premier ministre de Senghor durant dix ans, est présenté avec emphase dans le *Soleil*, journal « indépendant » dont le directeur est cependant membre du Bureau politique (BP) du PS, « comme Moïse déchirant la mer Rouge et franchissant le Sinaï. Abdou Diouf se veut conducteur de peuple et porteur de félicité. (...) Aujourd'hui, c'est la légitimité, la vox populi, la vox de Dieu (5) ».

Dès lors, tous les thèmes de « rassemblement » sont répétés à l'infini. « *Sûr de lui, solide sur ses bases, le PS peut alors tendre la main* », déclare un certain Cherif Seye. « *La maladie infantile de la démocratie sénégalaise, c'est l'émiettement extrême du paysage politique, le poussérisme. (...) Le PS favorisera toute ouverture dont le seul but est de réconcilier les Sénégalais avec eux-mêmes* », ajoute Abdou Diouf, au congrès du PS. Les comités de soutien à Abdou Diouf se veulent dorénavant ouverts bien au-delà du seul PS. Un comité national composé de 1 500 intellectuels, où l'on trouve un grand nombre d'anciens opposants à Léopold Sédar Senghor, a lui aussi appelé à voter pour Abdou Diouf. « *Le Congrès devrait donner corps à l'ouverture prônée par Abdou Diouf. (...) Les soutiens, les ralliements qui se multiplient doivent conforter ce choix* », est-il écrit dans le *Soleil* (6).

C'est un fait que déjà des dirigeants du PDS ont rejoint le PS et que la direction du RND, qui a décidé de ne pas présenter de candidat aux élections présidentielles, négocie secrètement avec la présidence. Il n'en est donc que plus ridicule, à gauche, de vouloir prôner l'unité avec de telles forces.

Certain de réussir la première phase de son plan, Abdou Diouf prépare d'ores et déjà le second round. Il lui faudra isoler les groupes politiques et les secteurs

sociaux les plus résolus, ceux qui refuseront, d'une manière ou d'une autre, le compromis avec le régime et sa politique d'austérité. Dans un des rapports du Congrès du PS, il a été ainsi glissé que « *dans ces heures décisives* (au niveau national), nous sommes prêts à nous opposer à toute remise en cause de la paix civile par ceux pour qui le pouvoir est une fin (7) ».

Il ne peut donc y avoir aucun doute dans les rangs de l'opposition révolutionnaire. A terme, dans une perspective encore impossible à déterminer exactement et qui dépendra du rythme de radicalisation des masses, elle sera durement réprimée, comme par le passé et sans doute aussi interdite, sous le prétexte qu'elle refuse l'Unité nationale. Dans cette entreprise, tous les coups seront bons. On prépare déjà le terrain pour dénoncer « *les agents de l'extérieur* » et cela ne manque pas de piquant quand on voit ce que représente l'appartenance du PS sénégalais à l'Internationale socialiste. C'est ainsi qu'un certain Boubacar Obèye Diop, député du PS, présente l'affaire : « *Aussi, notre appartenance à l'Internationale socialiste, loin de nous gêner, constitue-t-elle une des formes de notre coopération horizontale, verticale et multilatérale. Que les détracteurs du Parti socialiste adoptent à cet égard notre transparence, qu'ils se rattachent à des "internationales" avouées ou occultes. (8) »*

Claude GABRIEL

François CAZALS

Dimanche, 26 décembre 1982.

4. « *Pourquoi l'OST n'est pas d'accord avec la plate-forme électorale adoptée le 30 novembre par les partis de l'opposition* ». tract. Dakar, 12 décembre 1982.

5. *Le Soleil*, 11 décembre 1982.

6. *Op. cit.*, 10 décembre 1982.

7. *Op. cit.*, 11 décembre 1982.

8. *Op. cit.*, 8 décembre 1982.

Vient de paraître

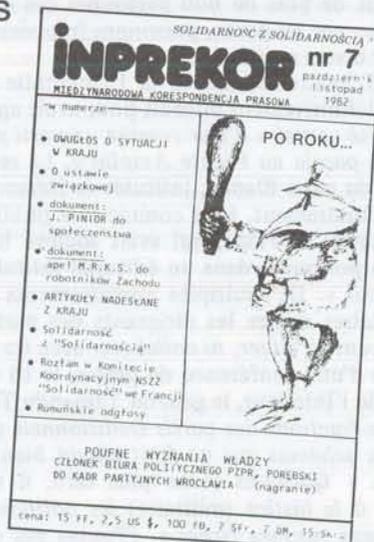
INPREKOR en Polonais

numéro 7

Au sommaire : Un an après le coup de force. Deux voix sur la situation (entretien avec deux dirigeants clandestins). La nouvelle loi syndicale. Les buts et la stratégie de Solidarnosc (deux contributions envoyées de Pologne). La solidarité avec Solidarnosc. Sur la scission du Comité de coordination de Solidarnosc en France. Mécontentement en Roumanie. Des documents : appel de J. Piniór, appel aux partis et syndicats ouvriers de l'Ouest du MRKS de Varsovie, enregistrement de l'exposé d'un membre du BP du POUP aux cadres du parti de Wrocław.

Prix au numéro : 15 FF. Abonnement d'un an (six numéros) : 75 FF (ou équivalent).

Passes vos commandes à : *Inprekor*, PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.



Le projet de la dictature mis en échec aux "élections internes" du 28 novembre

LE 28 novembre dernier se sont déroulées des « élections internes » pour la constitution des Conventions nationales des partis politiques. Les trois partis bourgeois légalement reconnus, le Parti national (Blanco), le Parti Colorado et la petite Union civique (catholique), résurrection récente de la formation autodissoute en 1961, se présentaient aux suffrages. Ces élections, auxquelles était convié tout le corps électoral, devaient désigner les 500 membres des Conventions nationales de chacune de ces trois formations, plus leurs Conventions départementales. Ces Conventions nationales devront nommer à leur tour les organes exécutifs de ces partis qui seront appelés à élaborer leurs programmes et à désigner leurs candidats pour les consultations électorales, prévues pour l'année 1984, dans le cadre du « *processus de restauration démocratique* » engagé par les militaires.

Il s'agissait ainsi pour la dictature de contrôler les appareils politiques des formations bourgeoises légalisées. Après l'échec du référendum constitutionnel de 1980, où le projet gouvernemental avait été rejeté par 57 % des suffrages exprimés, les « élections internes » du 28 novembre dernier constituaient donc une nouvelle épreuve politique pour la dictature militaire. Avec la complicité des forces politiques bourgeoises, les militaires avaient réussi à se sortir du désaveu massif du référendum de 1980 en interprétant les résultats comme ... un refus de modification de l'organisation du régime.

Cette fois, pour les « élections internes », les militaires avaient multiplié les précautions pour éviter une nouvelle déconvenue. Tout d'abord seules sont autorisées les trois formations bourgeoises, parti Blanco, parti Colorado et Union civique. Tous les autres partis politiques, de la Démocratie chrétienne au Parti communiste, sont interdits, et notamment celles qui ont fait partie du Frente Amplio (Front élargi) d'opposition créé en 1971 et qui avait remporté 18 % des suffrages lors des élections de la même année. Pourtant, même les partis officiellement reconnus sont soumis à des restrictions et à des tracasseries telles que la « suspension » des droits civiques de leurs principaux dirigeants. Les militaires ont aussi imposé le retrait de plus de 600 personnes des listes de candidats composées par les partis, personnes frappées d'« inaptitude », et ce pour divers motifs.

L'hebdomadaire de la Démocratie chrétienne, *Opcion*, a été définitivement interdit pour avoir appelé au « vote blanc ». Il a été accusé « d'agir comme un parti politique et de servir de porte-parole au Frente Amplio ». La revue de l'opposition au sein du parti Blanco, intitulée *la Démocratie*, a été suspendue temporairement, tout comme une publication des groupes catholiques, *la Plaza*, qui avait soulevé le problème des prisonniers politiques dans un éditorial intitulé « *Clémence pour les vaincus* ». De multiples avertissements ont été lancés par les militaires contre les dirigeants des partis traditionnels qui ne « savent se situer, ni collaborer avec les instances électorales ». Lors d'une conférence de presse, le 18 octobre 1982, le ministre de l'Intérieur, le général Yamandu Trinidad, affirma : « *Il y a des fractions des partis traditionnels qui veulent revenir aux vieux schémas qui ne font aucun bien ni au processus ni au pays.* » Quelques jours plus tard, il menaçait de « *soumission à la justice (militaire) les politiciens qui ne s'ajusteront pas aux normes fixées* ». (Toutes ces citations sont tirées du bulletin bimensuel *Uruguay Informations*, 67, rue du Théâtre, 75014 Paris, numéro 104 du 11 novembre 1982).

Malgré toutes ces mesures d'intimidation, les résultats de ces élections ont représenté une défaite pour le projet de la

dictature militaire de contrôler la désignation des dirigeants politiques civils, à la fois du fait du succès du « vote blanc » et de celui des candidats d'opposition au sein des partis légaux. 70 % des deux millions d'électeurs inscrits ont participé au scrutin. Les résultats ont été accueillis par une explosion de joie dans les rues de Montevideo, la capitale. Le parti Blanco l'a emporté sur le Colorado (plus compromis avec la dictature) avec 46 % des suffrages contre 40 %. Mais, plus important encore est le résultat électoral des fractions dissidentes des partis traditionnels. Pour le parti Blanco, ce sont les candidats du courant « Pour la Patrie », lié au dirigeant en exil Wilson Ferreyra Aldunate, et ceux du « Mouvement de Rocha », qui arrivent en tête avec 70 % des suffrages, et jusqu'à 78 % à Montevideo. Le courant pro-gouvernemental de ce parti n'obtient par contre que 9,4 % des suffrages. De sorte que la Convention du parti Blanco sera majoritairement d'opposition. De même, dans le parti Colorado, le courant dirigé par José Maria Sanguinetti et Jorge Battle (ce dernier également « suspendu » de ses droits civiques par le régime) remporte 330 sièges à la Convention du parti, avec 67 % des suffrages, contre 148 sièges et 28,6 % des suffrages au courant pro-gouvernemental. L'Union civique ne recueille, quant à elle, que 1 % des résultats globaux.

Si le Parti socialiste et le Parti communiste (par la voix de son dirigeant Rodney Arismendi, exilé à Moscou) avaient appelé à voter pour les candidats « progressistes » des partis bourgeois tolérés, un courant significatif s'est dessiné autour de la consigne de vote nul (« vote blanc »), pour exprimer un refus de la dictature et des règles du jeu qui interdisent toute possibilité d'expression d'un vote de classe. Le Parti pour la victoire du peuple (PVP) ou le Parti socialiste des travailleurs d'Uruguay (PST-U) ont notamment soutenu cette position. Mais ce fut aussi le cas de la revue *Opcion* et du général Liber Seregni, ancien leader du Frente Amplio, arrêté en 1973, qui a lancé de sa prison un courageux appel au « vote blanc ». Cette consigne a remporté un important succès, puisqu'elle a totalisé environ 11 % des suffrages. Cette position avait été soutenue au Brésil par les milieux d'émigrés uruguayens, et a reçu un important soutien du mouvement ouvrier brésilien, avec une pétition recueillant notamment les signatures des dirigeants du Parti des travailleurs (PT) (dont le président « Lula », le député Djamla Bom), de dirigeants syndicaux (Paolo Skromov) ou de personnalités du PMDB (Fernando Enrique Cardoso).

Aussitôt les résultats connus, la fille de Ferreyra Aldunate, Silvia, a proposé un front commun des oppositions pour le retour à la démocratie. Pourtant, cette opposition bourgeoise n'avait rien su faire, en 1980, du « non » massif à la dictature exprimé à l'occasion du référendum constitutionnel. Il est vrai que cette fois « les élections internes » lui apportent un surcroît de légitimité.

De leur côté, les militaires ont annoncé leur intention de procéder à un nouveau référendum constitutionnel en 1983, avant de tenir des élections présidentielles en 1984. Les deux échéances demeurent toutefois hypothétiques. En ce qui concerne la Constitution, les militaires maintiennent leur projet d'un « quatrième pouvoir », le Conseil de sécurité nationale (COSENA), qui signifierait une institutionnalisation du pouvoir d'exception. C'est déjà ce projet qui avait contribué, en 1981, à grossir les rangs de l'opposition bourgeoise.

Quant aux futures élections présidentielles, les candidats civils acceptables aux yeux des militaires ont été battus à plate couture à l'occasion de ces « élections internes ».

Tout à leurs calculs et à leurs manœuvres, les secteurs bourgeois d'opposition ne sont pas plus prêts aujourd'hui qu'après le référendum de 1980, à transformer la défaite électorale de la dictature en mobilisation effective pour la reconquête des libertés politiques et syndicales, pour la libération des prisonniers politiques (il y en a plus de 1 000 officiellement reconnus, dont au moins 40 restent détenus après avoir fini de purger leur peine), et pour une assemblée constituante

souveraine, dont les résultats du référendum et ceux des « élections internes » illustrent pourtant plus que jamais l'actualité.

Nous publions ci-après la prise de position du PST-U pour le « vote blanc », et une interview d'un dirigeant du PVP en exil présentant l'orientation de son parti sur les « élections internes ».

D.J.

"Le vote blanc c'est un vote d'indépendance de classe !"

Entretien avec Luis Romero, dirigeant en exil du Parti pour la victoire du peuple (PVP)

NOUS publions ci-dessous une interview de Luis Romero, dirigeant du Parti pour la victoire du peuple (PVP). Emprisonné pendant six ans en Uruguay, Luis Romero a été libéré en juillet 1980, et a dû ensuite s'exiler.

Travailleur de l'industrie du caoutchouc, il fut dirigeant de son syndicat et membre de l'exécutif de la Confédération nationale du travail (CNT) durant la grève générale de 1973. Il

est aujourd'hui membre d'un organisme coordinateur de la direction extérieure de la CNT.

Dans cette interview, accordée pour *Inprecor* à un camarade de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol), Luis Romero analyse les conséquences du résultat du référendum de novembre 1980 pour la dictature et définit les positions de son parti à la veille des « élections internes » de novembre dernier.

« INPRECOR » : — Peux-tu donner une appréciation du résultat du référendum constitutionnel organisé par la dictature en novembre 1980 ?

Luis ROMERO : — Il faut bien comprendre que mon pays souffre d'une dictature sanglante, l'une des plus cruelles d'Amérique latine, son système carcéral est l'un des plus durs, la torture y est massivement employée et les disparus sont nombreux. Sur cette toile de fond, le « non » majoritaire du 30 novembre 1980 au projet constitutionnel des militaires au pouvoir fut un coup dur pour la dictature. Le résultat du référendum a soulevé l'espoir des camarades qui résistent à l'intérieur du pays, des couches populaires, des travailleurs, des étudiants et de tous ceux qui, hors du pays, œuvrent à la continuation de la résistance.

Nous devons reconnaître que la faiblesse des organisations syndicales et politiques des travailleurs n'a pas permis de profiter de cette victoire dans le sens d'un changement fondamental en Uruguay. Les effets de nombreuses années de répression et de désorganisation ont empêché le peuple de récolter les fruits de ce triomphe. Il est clair, cependant, que le peuple continue de résister, et de nouvelles échéances vont se présenter pour affronter les plans de la dictature et consacrer la victoire acquise par le vote du 30 novembre 1980.

— Quel a été le rôle joué par les partis bourgeois traditionnels dans ce processus ?

— Le résultat du référendum signifie le rejet de la dictature par le peuple. Mais les partis traditionnels de la bourgeoisie — Blanco et Colorado — ne virent dans ce référendum que l'occasion de se confronter à la dictature dans le cadre de la défense de leurs intérêts propres. Le peuple a rejeté la dictature dans son ensemble, alors que ces secteurs bourgeois ont seulement rejeté la Constitution proposée par

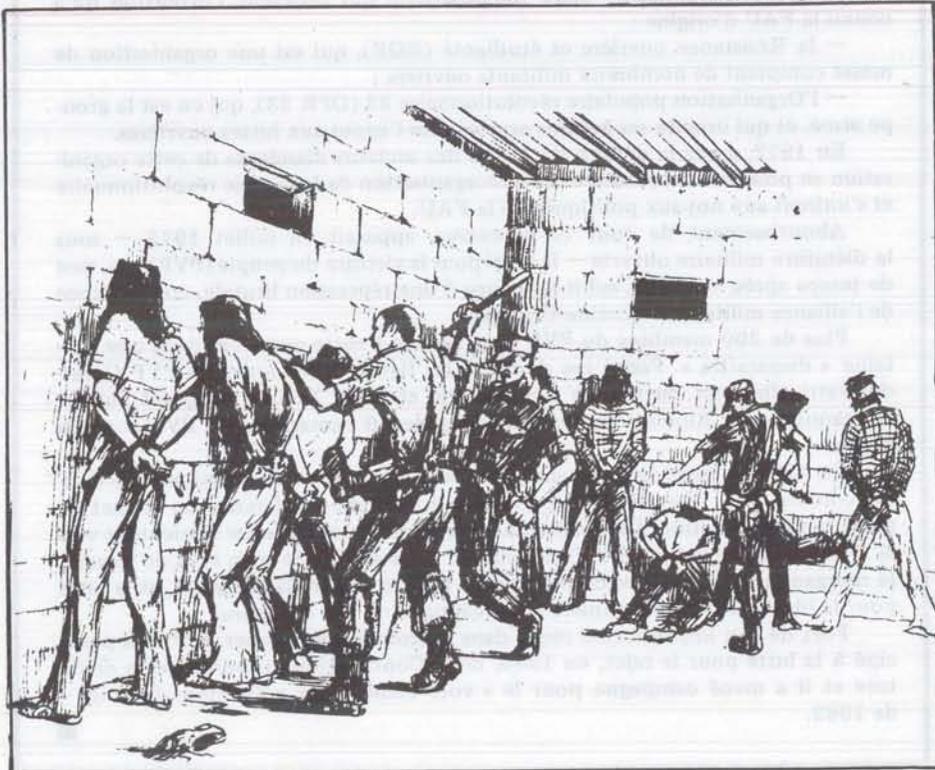
les militaires. C'est pour cela que ces derniers ont pu et ont su profiter de la situation pour se reprendre après leur défaite.

Entre le retour à une répression aveugle ou le dialogue avec les secteurs politiques traditionnels, où il rencontrait un écho favorable, le gouvernement militaire a choisi cette dernière solution. Les politiciens dont je viens de parler, en défense de leurs intérêts de classe, ont ouvert le dialogue avec la dictature, trahissant par là les résultats du référendum. Ils sont contre le gouvernement sur certains points de sa politique économique, mais ils voient dans les militaires leurs alliés de classe, par exemple pour contrôler les salaires. Les conditions de ce dialogue en font d'ailleurs une parodie où le gouver-

nement et les forces armées imposent aux partis politiques leurs conditions, que ces derniers acceptent, même si c'est parfois en protestant. Mais ils ne furent jamais capables de refuser le dialogue avec la dictature et d'exiger le respect de la volonté populaire.

Dès la première réunion de la commission politique des forces armées avec les dirigeants des partis, ces derniers se virent imposer une réduction du nombre de leurs représentants. Les partis Blanco et Colorado présentèrent des projets de statut des partis politiques qui furent restreints par cette commission, et une nouvelle fois restreints par le Conseil d'Etat. C'est sous cette forme amputée qu'ils fu-

« Notre pays souffre d'une dictature sanglante » (DR)



rent approuvés. A l'heure actuelle, ces statuts sont en vigueur et les partis légaux les acceptent.

Les revendications de ces partis n'ont jamais atteint un point tel qu'elles supposent l'affrontement avec le projet de la dictature. C'est pour cela que le peuple ne les prend pas pour une opposition sérieuse à la dictature, ce qui aurait ouvert des possibilités d'alliance pour lutter contre les forces armées au pouvoir. Le statut des partis légaux proscrit les principaux dirigeants de ces partis et ils l'ont accepté. Il interdit les partis ayant des liens internationaux et ils l'ont accepté, même si cela touche indifféremment des communistes, des socialistes et des démocrates-chrétiens.

Faisant partie intégrante de ce programme des militaires, des « élections internes » vont avoir lieu maintenant pour élire dans chaque parti la Convention qui, ensuite, désignera l'exécutif du parti et ses candidats aux élections présidentielles

de 1984. Tout l'électorat participe à ces « élections internes » pour nommer les conventionnels des trois partis légalisés, c'est-à-dire le parti Colorado, le parti Blanco et la minuscule Union civique chrétienne, création de la droite, sans aucune existence.

Ultérieurement, les dirigeants des partis élaboreront avec les militaires une constitution où les forces armées imposeront ce qu'elles voudront, notamment l'institutionnalisation du Conseil de sécurité nationale (COSENA) comme organe supragouvernemental, composé des généraux du commandement suprême, des ministres et du président de la République.

Il est évident que les partis vont accepter ces propositions parce qu'ils n'ont pas de divergences de classe avec les militaires et sont d'accord avec eux sur la politique qu'ils mènent contre les travailleurs. C'est dans ce cadre que les militaires préparent les élections présidentielles qui sont prévues pour 1984.

— Quelle importance accordez-vous à ces « élections internes » du 28 novembre 1982 ?

— Nous pensons que de la même façon que nous avons profité du référendum de 1980 pour dénoncer la dictature, ces « élections internes », où tout le peuple doit voter, doivent être utilisées pour rejeter la politique des forces armées.

Il y a eu, au sein de la gauche, trois positions par rapport à ces « élections internes ». L'une d'elles propose de voter pour les candidats les plus progressistes de chaque circonscription électorale. Une autre propose l'abstention et il faut prendre en considération la possibilité d'un fort taux d'abstention, étant donné le peu d'intérêt suscité par ces élections parmi les masses populaires.

Et la dernière position, que partage le PVP, c'est le « vote blanc », le vote nul, qui implique le rejet de la dictature dans son ensemble. Pour nous, le « vote blanc », c'est un vote d'indépendance de classe, c'est un vote de mobilisation organisationnelle et programmatique, c'est un vote qui doit servir à regrouper la gauche et les secteurs démocratiques conséquents. Enfin, c'est un vote qui servira à démontrer qu'après tant d'années de répression, la gauche uruguayenne est vivante et qu'elle lutte pour la chute de la dictature.

— Et quelle est la position du Frente Amplio (FA, Front élargi) ?

— Il convient de rappeler que lors de sa création en 1971, le Frente Amplio regroupait toute la gauche, des secteurs des partis Blanco et Colorado, et qu'il comptait avec l'appui des guérilleros Tupamaros et du Mouvement du 26 Mars. A l'heure actuelle et après la répression, le Frente Amplio est très faible à l'intérieur du pays, et ses représentants sont sous

Qu'est-ce que le Parti pour la victoire du peuple (PVP) ?

C'est en 1956 que se forme la Fédération anarchiste uruguayenne (FAU), expression anarcho-syndicaliste des secteurs combatifs du mouvement ouvrier qui rejettent le réformisme des dirigeants communistes et socialistes. La FAU, qui reprend les traditions historiques du mouvement ouvrier anarchiste implanté dans la région du Rio de la Plata en y intégrant des éléments d'analyse marxiste, a une solide implantation dans le mouvement ouvrier.

Ce processus de synthèse politique a intégré la nécessité d'organiser un parti révolutionnaire à des positions internationalistes qui considèrent la révolution uruguayenne comme partie prenante de la révolution socialiste latino-américaine.

En 1962, la FAU participa à la réunion constitutive du Mouvement de libération nationale (Tupamaros, MLN) comme noyau politique, mais s'en sépara peu de temps après sur la base de désaccords avec l'orientation militariste de cette organisation.

En 1970 apparaissent deux organisations qui reflètent l'évolution qu'a connu la FAU d'origine :

— la Résistance ouvrière et étudiante (ROE), qui est une organisation de masse comptant de nombreux militants ouvriers ;

— l'Organisation populaire révolutionnaire 33 (OPR 33), qui en est le groupe armé, et qui orienta ses actions armées vers l'appui aux luttes ouvrières.

En 1972, après la défaite du MLN, des secteurs dissidents de cette organisation se posèrent le problème de la réorganisation de la gauche révolutionnaire et s'unirent aux noyaux politiques de la FAU.

Aboutissement de tout ce processus, apparaît en juillet 1975 — sous la dictature militaire ouverte — le Parti pour la victoire du peuple (PVP) qui, peu de temps après, en 1976, subit les coups d'une répression brutale, conséquence de l'alliance militaire Argentine-Uruguay.

Plus de 200 membres du PVP sont arrêtés à cette occasion, dont une centaine « disparaîtra ». Parmi ces derniers, les figures historiques du PVP Gerardo Gatti, dirigeant ouvrier de l'imprimerie et Léon Duarte, dirigeant ouvrier du caoutchouc. Aujourd'hui encore, plus de 50 camarades du PVP sont en prison.

En 1977, le parti fait une analyse autocritique de cette situation et se définit comme parti marxiste-révolutionnaire lors d'une conférence où se met en place la réorganisation. Les tâches définies par cette conférence s'orientent vers la réimplantation du parti à l'intérieur du pays autour de trois axes de travail : la réorganisation du mouvement ouvrier, la lutte contre la dictature, et la lutte pour la libération des prisonniers et la réapparition des « disparus ».

Fort de son implantation réelle dans le mouvement ouvrier, le PVP a participé à la lutte pour le rejet, en 1980, de la Constitution proposée par la dictature et il a mené campagne pour le « vote blanc » aux « élections internes » de 1982.



l'hégémonie des partis communiste et socialiste.

Nonobstant, lors de réunions en Uruguay, les camarades du Frente Amplio décidèrent d'appeler au « vote blanc », comptant sur l'appui de son président, le général Liber Seregni, qui soutenait cette position depuis la prison. Je veux préciser que la position de notre parti, le PVP, de voter « blanc » à ces « élections internes » n'implique pas le rejet de possibilités de fronts anti-dictatoriaux avec des secteurs de partis bourgeois. Au contraire, notre parti a appelé en différentes occasions à former un front de ce type, mais sur la base d'un accord public, qui s'affirme de façon conséquente contre la dictature et qui implique la lutte et la mobilisation effectives pour les revendications démocratiques exigées par le peuple.

— Quelle est la situation actuelle du mouvement syndical ?

— Après de longues années d'illégalité quasi totale de l'activité syndicale, la dictature a promulgué, en 1980, une loi sur les associations professionnelles destinée à désamorcer le mouvement syndical qui commençait à renaître. Mais, pour cela, elle a dû concéder quelques marges de manœuvre légales, étroites certes, permettant d'organiser syndicalement les travailleurs. C'est dans ce sens que fut autorisée la création de commissions syndicales provisoires sur les lieux de travail, avec beaucoup de restrictions et permettant la « pluralité », c'est-à-dire l'existence de plus d'une commission dans chaque lieu de travail.

Depuis lors, ce sont plus de 200 commissions qui ont surgi, qui ont maintenu l'esprit unitaire de la classe ouvrière, qui ne se sont pas divisées et qui, dans de nombreux cas, éditent des bulletins. Ce processus doit continuer jusqu'à la création de syndicats selon les plans du gouvernement, mais nous pensons qu'il avancera en conservant son esprit de classe et en faisant échouer les plans des forces armées d'atomisation des forces ouvrières.

Il est essentiel pour cette réorganisation de pouvoir compter sur la solidarité internationale du mouvement ouvrier. Récemment, une délégation de syndicalistes brésiliens de toutes tendances, même des bureaucrates, s'est rendue dans mon pays. Elle a joué un rôle important car elle a permis à un mouvement ouvrier illégal depuis une décennie de renouer des liens et de se sentir appuyé dans sa lutte de réorganisation des travailleurs. Nous ne pouvons pas oublier que la classe ouvrière a désespérément besoin de pouvoir compter sur des organes indépendants, défendant ses intérêts. Souvenons-nous que la chute du salaire réel a été de 53 % en un an, qu'il y a 12 % de chômeurs, et que c'est par centaines de milliers que les Uruguayens ont quitté leur pays, soit du fait de la répression, soit parce qu'ils ne pouvaient plus y gagner leur vie. ■

Propos recueillis par Luis ALONSO, Madrid, octobre 1982.

La position du PST-U

"Vote blanc contre la dictature!"

Nous reproduisons ci-dessous la prise de position du PST-U concernant les « élections internes » du 28 novembre 1982. Le PST-U appartenait au Comité international pour la reconstruction de la IVe Internationale (CIRQI) fondé en décembre 1980. Après son éclatement, le PST-U n'a rejoint aucun des deux regroupements internationaux qui se constituèrent alors. Nous avons déjà publié dans le numéro 134 du 11 octobre 1982, un article du PST-U consacré à la réorganisation du mouvement ouvrier et populaire d'Uruguay.

« VOTE BLANC » CONTRE LA DICTATURE

Dans une nouvelle tentative pour institutionnaliser son pouvoir, la dictature s'appête à mettre en pratique son second scénario politique, après que la victoire écrasante du « non » au plébiscite constitutionnel de 1980 ait fait échouer lamentablement le premier. (...)

Grâce à la trêve politique offerte par les politiciens « oppositionnels », la dictature est parvenue à se remettre des dégâts du plébiscite. Après un mois d'intenses conversations, au nom du dialogue et sur l'air de la « transition » et de la « transaction », naissait un nouveau projet politique. Dans ce cadre, les politiciens des partis Blanco et Colorado appuyaient la promotion à la présidence du Général Gregorio Alvarez.

Pour les dirigeants patronaux d'opposition, la peur de la mobilisation ouvrière et populaire fut si forte qu'ils n'ont pas hésité à brader le triomphe du « non » au plébiscite pour se placer à nouveau sous l'aile protectrice de la dictature, qu'ils n'avaient guère quittée au cours de toutes ces années. Ce que les généraux avaient à proposer pour leur fermer la bouche n'était pourtant pas grand chose. Il a suffi de concessions partielles, et dans certains cas éphémères, pour que ces gens-là accourent au palais gouvernemental et viennent s'y prosterner. (...)

Autrement dit, l'appel à voter pour les candidats des partis traditionnels le 28 novembre a la même signification pour le gouvernement que l'appel au vote « oui » lors du référendum de 1980 ; voter « oui » au dialogue, c'est voter pour un pays aux salaires et aux chômeurs sans cesse plus misérables, pour un pays de sans travail, de prisonniers, de torturés, de proscrits, d'exilés et de disparus. Cela veut dire « oui » au pillage du patronat et des militaires, à l'abandon du pays à l'impérialisme, à la négation des libertés démocratiques. Enfin, voter dans ces élections pour les candidats des partis bour-

geois d'opposition, qu'ils soient « d'opposition » ou « pour le processus », c'est dire « oui » au maintien de la dictature. C'est d'autant plus clair au vu des listes où l'on retrouve, parmi les candidats « d'opposition », des exploités et des responsables de la répression contre le mouvement ouvrier et populaire. Ceux qui appuient de leurs suffrages des « Blancos d'opposition » doivent savoir qu'ils voteront ainsi pour le général Ventura Rodriguez, ancien chef de la police et massacreur d'ouvriers, pour des représentants de la banque impérialiste comme Pons Etcheverry, ou pour d'anciens ministres de triste mémoire comme Pivel Devoto. Des personnages du même tonneau orientent les listes de « l'opposition Colorada », depuis les avocats défenseurs des monopoles impérialistes comme Tarigo jusqu'aux ennemis déclarés de l'éducation publique comme Sanguinetti. C'est pourquoi le seul vote utile pour les travailleurs et le peuple, c'est le vote « blanc » contre la dictature et les partisans du dialogue.

En votant « blanc », nous voterons contre les plans économiques du gouvernement et de l'impérialisme, pour le rattrapage des salaires et des pensions, contre les licenciements et le chômage, pour la récupération des conquêtes sociales, contre l'augmentation des prix et des loyers.

Nous voterons contre la réglementation du droit de grève, pour le libre fonctionnement des syndicats, contre la loi syndicale.

Nous voterons « blanc » également pour que cesse l'intervention dans l'enseignement, pour l'autonomie et la cogestion à l'université, contre les examens d'entrée.

Nous voterons « blanc » pour la liberté des prisonniers, l'arrêt des tortures, le retour des exilés et la réapparition en vie des disparus.

En somme, nous nous mobiliserons pour le travail, le salaire et la liberté. Nous voterons et nous mobiliserons pour la chute de la dictature ! (...)

Pour l'unité du mouvement ouvrier et populaire :

— Vote « blanc » contre la dictature et les politiques de dialogue !

— Pour des élections libres et une Assemblée constituante élue au suffrage universel, sans proscrits ni prisonniers, ni exilés, ni disparus !

— Pour un gouvernement ouvrier et populaire ! ■

PARTI SOCIALISTE DES
TRAVAILLEURS D'URUGUAY (PST-U)
Montevideo, octobre 1982.

La grève des ouvriers du textile de Bombay

Une lutte exemplaire qui entre dans sa seconde année

DEUX cent cinquante mille travailleurs de l'industrie textile de Bombay sont en grève depuis le lundi 18 janvier 1982. Les ouvriers de sept premières entreprises avaient commencé la grève dès le mois d'octobre 1981. Le nombre de travailleurs concernés et la durée du mouvement en font déjà l'une des plus importantes luttes jamais menées par le

prolétariat indien (1). Mais l'importance de cette grève n'est pas seulement là.

Afin d'en saisir les implications, il est nécessaire de revenir sur le climat social et politique en Inde depuis quelques années. C'est ce que fait l'article ci-après, qui reprend de larges extraits d'un texte de nos camarades indiens.

Amar JESANI
Kunal CHATTOPADHYAY

L'état d'urgence décrété par le gouvernement d'Indira Gandhi le 26 juin 1975 a marqué la volonté de la bourgeoisie indienne de porter un coup décisif aux luttes ouvrières et aux mouvements de masse afin de procéder plus facilement à la restructuration de son industrie. Mais l'état d'urgence a entraîné un rétrécissement de la base sociale du régime, et des contradictions sont apparues entre les secteurs industriel, commercial et agricole du capitalisme indien. De même, la classe ouvrière, malgré tous les efforts de ses dirigeants réformistes, a refusé d'accepter passivement l'austérité. Au cours de la dernière phase de l'état d'urgence, fin 1976 - début 1977, les luttes ouvrières se développaient rapidement.

Les élections législatives de mars 1977 - qui ont entraîné la chute du gouvernement Gandhi - ont marqué une étape importante dans cette confrontation sociale et politique. D'un côté, l'opposition bourgeoisie, assistée il est vrai par les stalinien et de nombreux groupes d'extrême gauche, a réussi à présenter l'enjeu de ces élections comme l'affrontement entre l'« autoritarisme » (Indira Gandhi) et la « démocratie ». Par ailleurs, le nombre de grèves et de luttes ouvrières n'a cessé de s'accroître au cours de cette période. Dans une telle situation, le nouveau gouvernement (dirigé tout d'abord par Morarji Desai du Parti Janata, puis par Charan Singh) n'a pas réussi à faire passer de nouvelles lois attaquant les droits et le niveau de vie des travailleurs, en particulier de la classe ouvrière organisée. Cela a poussé la bourgeoisie indienne à s'unir à nouveau derrière le Parti du Congrès (I) d'Indira Gandhi.

Le Parti du Congrès (I) est revenu au pouvoir le 14 janvier 1980, en même temps que débutait la nouvelle récession économique mondiale. Face aux difficultés économiques croissantes, la bourgeoisie indienne se devait d'accélérer le processus de restructuration industrielle. Tirant les leçons des problèmes suscités par l'état d'urgence (1975-1977), cette politique a été appliquée petit à petit. Une sé-

rie de lois ont été introduites, qui visent à légaliser la répression : la Loi sur la sécurité nationale (National Security Act - NSA) ; la Loi sur le maintien des services publics essentiels (Essential Services Maintenance Act - ESMA) ; la Loi sur les régions troublées (Disturbed Zones Act - DZA), etc. Des travailleurs toujours plus nombreux ont perdu leur emploi à la suite de fermetures d'entreprises, de réductions massives du personnel, de licenciements. L'inflation galopante a réduit brutalement le niveau de vie des travailleurs. Les luttes ouvrières ont, dès lors, commencé à prendre un caractère défensif.

Le gouvernement est intervenu massivement contre les grèves. Cela a été le cas lors de la grève de soixante-dix-huit jours menée par plus de 100 000 travailleurs du secteur public de Bangalore (Etat de Karnataka) et Haiderabad (Etat de l'Andhra Pradesh), du personnel roulant des Chemins de fer (de 50 000 à 75 000 ouvriers en grève durant plus de quarante jours), et des employés d'une grande compagnie d'assurances.

UN ENJEU POUR TOUT LE PROLÉTARIAT INDIEN

C'est dans ce contexte que la lutte des ouvriers du textile prend toute sa signification. Des changements structurels importants sont en cours dans cette industrie, en particulier à Bombay. Les patrons de cette branche industrielle cherchent à passer de la production de coton à celle de lin et à introduire une nouvelle vague de mécanisation et d'automatisation. Enfin, les vingt plus grands barons du textile essaient de prendre le contrôle des entreprises moins rentables. Le résultat d'une telle restructuration sera inévitablement une réduction massive de l'emploi et un accroissement non moins important de la productivité et de la charge de travail de chaque ouvrier.

Une défaite de la grève actuelle laisserait les travailleurs du textile sans défense face à cette offensive patronale. En revanche, la prolongation de la grève au-delà de tout ce qu'avaient pu penser le gouvernement, les patrons, la gauche réformiste et les divers commentateurs libé-

raux, représente un exemple pour des cercles grandissants de travailleurs et de secteurs opprimés (paysans pauvres, prolétariat rural, etc.). Ainsi, une victoire de la grève entraînerait probablement une riposte d'ensemble de la classe ouvrière tant au niveau économique qu'au niveau politique.

La lutte des ouvriers du textile revêt un caractère politique encore plus clair quand on sait que ce secteur a toujours représenté l'avant-garde radicalisée du prolétariat indien depuis sa naissance et a toujours été la cible de toutes les grandes attaques du capital, qui a cherché à en éliminer la combativité en imposant, par une série de mesures légales, un syndicat prêt à toutes les concessions, le Rashtriya Mill Mazdoor Sangh (RMMS).

En réaction à cette situation, les travailleurs ont pris de plus en plus l'habitude de créer des comités d'usine pour mener leurs luttes. En 1969, c'est en s'appuyant sur de tels comités qu'ils ont combattu la direction du RMMS. En 1973-1974, ils ont mené une grève de quarante-deux jours contre un accord salarial insatisfaisant signé par le RMMS. En 1976, sous l'état d'urgence, les travailleurs ont néanmoins lutté contre le décret gouvernemental qui limitait les primes à 4 %.

La grève actuelle a intégré les leçons essentielles de toutes ces luttes. Les travailleurs ont tout de suite compris que toute tentative légale de faire retirer sa représentativité au RMMS était vouée d'avance à l'échec, alors que, parallèlement, tous les autres syndicats de gauche tendaient à perdre la confiance des travailleurs, du fait de leur légalisme outrancier. C'est pourquoi les travailleurs du textile ont cherché une autre direction. Les ouvriers des sept premières usines qui ont commencé leur grève dès octobre 1981 n'appartenaient à aucun des grands syndicats. A la fin de l'année, Datta Samant apparaissait comme le dirigeant incontesté des ouvriers du textile.

Après le démarrage de cette grève, une série de questions, telles que la parité

1. Cf. *Inprecor* numéro 137, du 22 novembre 1982.

des salaires avec ceux de l'industrie métallurgique, l'embauche ferme des travailleurs temporaires (qui forment jusqu'à 40% du total de la main-d'œuvre employée dans l'industrie textile de Bombay), se sont trouvées au centre des débats des comités d'usine. Ces comités ont également décidé de tenter à nouveau de déloger le RMMS. Cette tâche exigeait une direction non traditionnelle, au moins en apparence. Datta Samant, qui a dirigé les grèves des ouvriers de la métallurgie entre 1977 et 1980 et se trouvait au sommet de sa popularité après son arrestation, était un choix évident pour les travailleurs.

Datta Samant est un ancien membre du Parti du Congrès. Il n'a jamais refusé de signer des accords avec le patronat, acceptant des licenciements et des hausses de productivité, mais il adopte des méthodes de lutte militantes et préfère l'action directe aux batailles légales.

Il a contribué à élaborer la plate-forme des grévistes qui demandait la parité des salaires avec ceux des travailleurs de la

la Loi sur le maintien des services essentiels (ESMA), etc.

Dès le départ donc, différentes forces étaient à l'œuvre. Le gouvernement de l'Etat de Maharastra (Bombay), le gouvernement central (Delhi) et le syndicat maison RMMS étaient décidés à écraser la grève. Les principales centrales syndicales n'étaient pas décidées à prendre la grève au sérieux. Elles étaient également très hostiles à Datta Samant, car elles comprenaient bien que s'il menait cette grève à la victoire, elles verraient leur base s'effriter durablement à Bombay et peut-être même dans le reste du pays. En outre, leur attachement au *statu quo* social leur faisait craindre, plus que tout, l'action directe engagée par les travailleurs du textile.

LES CARACTÉRISTIQUES DE LA GREVE

Au cours des dix derniers mois, la grève a traversé une série d'étapes. Ses traits les plus importants sont les suivants :

Ouvriers indiens du textile. (DR)



métallurgie — ce qui implique une hausse de 300 à 500 roupies (2) —, le paiement d'une prime de transport et d'une prime de logement, l'embauche ferme des travailleurs à contrats temporaires et, en plus, la reconnaissance de son syndicat, le Maharashtra Girni Kamgar Union (MGKU).

L'AUTO-ORGANISATION DE LA LUTTE

Mais la direction de la lutte a été dès le départ entre les mains des comités d'usine qui ont demandé à Datta Samant de proclamer la date de la grève des usines textiles. Devant les hésitations de Datta Samant qui attendait une réponse positive du gouvernement, les ouvriers se sont réunis dans son bureau au cours de la deuxième semaine de janvier et lui ont présenté un ultimatum. Il a donc été contraint d'annoncer le début de la grève pour le lundi 18 janvier. Cela s'est passé à la veille de l'appel à la grève générale lancé par le National Campaign Committee (NCC), formé par plusieurs centrales syndicales traditionnelles, contre la promulgation de la Loi sur la sécurité nationale (NSA), de

1.— *Renforcement et extension des comités d'usine.* Dès le début de la grève, les patrons ont obtenu une ordonnance du tribunal interdisant aux ouvriers de s'approcher à plus de 100 mètres des grilles des usines. Les ouvriers ont donc décidé d'organiser des réunions de leurs comités d'usine dans les quartiers, et les travailleurs de plusieurs usines ont commencé à se réunir régulièrement dans différents points de Bombay. Des centres importants se sont ainsi créés où les ouvriers du textile se réunissent tous les jours pour discuter, préparer le programme d'action, s'occuper des travailleurs dans le besoin et de leurs familles, etc. Dans la mesure où le syndicat de Datta Samant n'est pas fortement structuré par une bureaucratie organisée, une direction vraiment démocratique de la lutte s'est instaurée. C'est cette direction qui est le fer de lance de la grève et qui stimule une radicalisation croissante parmi de larges couches de travailleurs.

2.— *Mise en avant de revendications politiques.* Dans les grèves dirigées par Datta Samant, les revendications écono-

miques ont toujours été l'objectif principal. Mais, dans le cas de la grève des ouvriers du textile, les revendications salariales n'ont pas été la question essentielle dès le début. La haine du RMMS a sans aucun doute été l'élément moteur de la lutte et les travailleurs mesureront leur succès à leur capacité de déloger ce syndicat maison. Ils se sont donc dès le début affrontés au pouvoir. Ils ont aussi appris de leurs luttes passées qu'un tel objectif ne peut être atteint sans l'appui le plus large de tous les secteurs de la classe ouvrière. C'est pourquoi leur slogan central est : « *L'unité des travailleurs nous apportera la victoire !* »

3.— *Solidarité croissante des travailleurs de la partie occidentale de l'Inde.* Depuis le début de la grève, les actions de solidarité se sont multipliées sous la forme de meetings, de manifestations, de grèves, de collectes d'aide financière pour les grévistes et leurs familles. La mobilisation des travailleurs de Bombay et d'autres centres industriels a été vraiment considérable si l'on tient compte du fait que le syndicat de Datta Samant est très faible et très peu organisé, et que les autres syndicats qui appuient verbalement la lutte ne font rien pour organiser la solidarité. Depuis le lundi 18 janvier 1982, chaque meeting de soutien à cette grève a rassemblé un minimum de 50 000 travailleurs. Un meeting public à Bombay, dans le parc Shivaji, en mars, a rassemblé entre 300 000 et 400 000 travailleurs. En mai, plus de 500 000 ouvriers ont participé à une marche de solidarité. Le samedi 2 octobre, un autre meeting au parc Shivaji a attiré plus de 300 000 participants. En plus, du lundi 11 au mercredi 13 octobre dernier, 1,5 million d'ouvriers d'autres secteurs ont participé à une grève de solidarité avec ceux du textile, bien que les staliniens et les centristes n'aient pas appelé à ce mouvement. Mais la pression était si forte que le syndicat dirigé par le Parti communiste indien (marxiste) (PCI-M) a été contraint de rejoindre la grève de solidarité le mercredi 13 octobre (3).

4.— *Le renforcement de l'alliance entre les ouvriers et les paysans pauvres.* Nombreux sont les ouvriers du textile qui viennent de la campagne et y conservent de fortes attaches familiales. Comme la grève se prolongeait, environ 70 % d'entre eux sont allés dans leurs familles, ce qui est une pratique courante en Inde. Mais cette fois-ci elle a pris une forme très différente. De retour dans leurs villages, les ouvriers se sont transformés en propagandistes, ont formé des comités de soutien et ont récolté de l'aide pour plus de 70 000 ouvriers et leurs familles qui étaient restés à Bombay. En outre, ils ont participé aux luttes du prolétariat rural et les ont stimulées, pour des hausses de sa-

2. 1 roupie indienne (Rs), soit 100 paise, vaut environ 0,62 francs français (FF).

3. Cf. Charles Lister, « Le mouvement stalinien indien : de "l'insurrection armée" à la "voie pacifique" », *Inprecor* numéro 122, du 5 avril 1982.

laire et contre le prétendu « Plan de garantie de l'emploi » du gouvernement de l'Etat du Maharashtra. C'est la première fois dans l'histoire récente du mouvement ouvrier de l'Etat du Maharashtra qu'un tel lien concret s'est établi entre des ouvriers grévistes d'un centre urbain et le prolétariat rural et les paysans pauvres.

5.— *Affaiblissement de l'appareil de répression.* Bien que l'industrie textile soit considérée comme un des « services essentiels », le gouvernement n'a pas réussi à imposer sa Loi sur le maintien des services essentiels (ESMA). La répression n'a eu jusqu'ici aucun effet sur le mouvement. 22 cadres dirigeants de la lutte ont été arrêtés en août, mais ils ont été aussitôt remplacés par d'autres militants issus de la base.

LE GOUVERNEMENT RÉPOND PAR LA RÉPRESSION

Le mercredi 18 août, début du huitième mois de la grève du textile, une forte agitation s'est emparée des policiers de Bombay. Une de leurs revendications principales était le droit de former des syndicats. On a assisté à de violents affrontements et à des scènes de pillage dans les rues de Bombay et de nombreux policiers dirigeant l'agitation ont été arrêtés. Le gouvernement a réprimé sans pitié ce mouvement en utilisant la police fédérale ainsi que des unités militaires et paramilitaires. Le gouvernement a saisi l'occasion pour accuser de pillage les grévistes du textile qui avaient manifesté leur soutien aux policiers. De nombreux militants ont été arrêtés et tabassés ainsi que leurs familles, et leurs maisons ont été saccagées.

C'est au cours du mois d'octobre qu'a eu lieu le plus vaste mouvement de soutien aux grévistes du textile, avec la grève de solidarité de trois jours. Plus de 10 000 ouvriers ont cherché volontairement à se faire arrêter — selon une pratique appelée « *Jail Bahro* » — pour dénoncer la répression qui frappait les militants les plus actifs dans la grève. Le gouvernement a répondu par une répression encore plus violente. N'ayant pas assez de véhicules pour arrêter tous ces « volontaires à l'emprisonnement », la police a entrepris de les tabasser violemment. Dans le quartier de Lalbaug, où habitent la majorité des ouvriers du textile, les travailleurs n'ont pas seulement été tabassés, mais la police a saccagé leurs maisons et tabassé également leurs femmes et leurs enfants. A Saki Naka, autre zone industrielle importante, les travailleurs arrêtés ont été rassemblés dans un parc entouré de cactus serrés, mis en rang deux par deux et fouettés avec de grosses sangles de caoutchouc. De nombreux travailleurs se sont retrouvés à l'hôpital avec plusieurs fractures. A plusieurs reprises les policiers ont tiré sur les ouvriers qui réclamaient de l'eau et de la nourriture.

Malgré cette répression brutale, la grève a été suivie trois jours durant. Le succès de ce mouvement de solidarité a contraint le gouvernement à faire un ges-

te, mais ses propositions ont été rejetées immédiatement par les grévistes.

INSUFFISANCE DE LA SOLIDARITÉ DANS LE PAYS

Les stalinien et les centristes ont pris peur devant cette puissante manifestation de force des travailleurs. Ils n'avaient jamais pensé que la grève durerait si longtemps et, tout en accordant leur soutien (passif) aux travailleurs du textile, ils attendent que la grève s'épuise, espérant, par la même occasion, la chute de Datta Samant. Seul le Parti Lal Mishan et le syndicat qu'il anime, le Sarva Shramik Sangh (SSS), ont soutenu activement les grévistes.

Au niveau national, le Comité national formé le mercredi 4 juin 1982 par plusieurs grandes centrales syndicales a adopté une attitude totalement passive et n'a pas du tout compris les implications politiques de la lutte. Jusqu'ici, ces centrales n'ont même pas encore commencé à élaborer un plan d'actions de solidarité. Au Bengale occidental (Calcutta), où un front de gauche dirigé par le PCI (M) est au pouvoir, presque rien n'a été entrepris pour mobiliser les travailleurs aux côtés des ouvriers du textile de Bombay.

A l'occasion d'élections partielles, alors que Datta Samant se présentait sur une plate-forme d'unité ouvrière pour le soutien des grévistes, le PCI et le PCI (M) ont préféré voter pour un parti bourgeois, la fédération des organisations de droite créée en janvier 1977 sous le nom de *Jana Party* (Parti du peuple).

En conséquence, le mouvement de solidarité qui s'est développé dans l'Etat de Maharashtra n'a pas eu d'équivalent dans le reste de l'Inde. Même de la part de l'extrême gauche qui s'est très peu mobilisée en dehors de la région concernée.

Les forces d'extrême gauche de l'Etat de Maharashtra se sont, pour leur part, sérieusement engagées aux côtés des grévistes. Après avoir travaillé séparément durant la première phase de la lutte, plusieurs d'entre elles ont formé un front uni sur cette question début septembre 1982. Ce front uni regroupe le *Navjavan Bharat Sabha*, une organisation de tendance maoïste, et son aile étudiante, le *Vidyarthi Pragati Sanghatna*; le *Lok Adhikar Chalval*, un groupe marxiste indépendant; l'*UTUC*, la fédération locale du syndicat

dominé par le Revolutionary Socialist Party (RSP); le Groupe bolchevique-léniniste (de tendance trotskyste) et la Ligue communiste (section indienne de la IVE Internationale). Ces organisations ont lancé une campagne pour l'abolition de la Loi nationale de sécurité (NSA). Elles ont distribué massivement des tracts et tenu des meetings de rue à Bombay. Le mercredi 22 septembre, elles ont organisé un grand meeting à Bombay qui a été une autre manifestation évidente de la sympathie dont jouissent les grévistes parmi les travailleurs de la ville. L'*UTUC* a d'ailleurs décidé de se retirer du front à la suite de ce meeting.

En dehors de l'extrême gauche, les organisations de femmes de Bombay se sont également mobilisées aux côtés des travailleurs du textile. Les femmes — qu'elles soient elles-mêmes ouvrières du textile ou compagnes d'ouvriers — ont été la cible de la répression policière. La fille d'un gréviste a été violée dans un commissariat de police, ce qui a déclenché une vague de mobilisations pour protester contre de telles pratiques.

A Bombay, plusieurs groupes féministes ont également apporté leur soutien à la lutte en collectant des fonds et de la nourriture pour les grévistes et en participant aux manifestations.

Malheureusement, en dehors de Bombay, les forces d'extrême gauche n'ont pas compris la signification politique de cette grève. Pour sa part, la Ligue communiste, la section indienne de la IVE Internationale, a lancé toutes ses forces, au niveau national, dans le soutien aux grévistes du textile. En dehors du travail quotidien mené à Bombay, elle a développé un travail d'information dans les Etats du Goudjerat (*Gandhinagar*), du Bihar (*Pटना*) et du Bengale occidental (*Calcutta*). Dans ces régions, elle collecte aussi des fonds pour les grévistes.

La grève des travailleurs du textile de Bombay est loin d'être terminée. Quand cet article sera publié, elle entrera dans son quinzième mois pour 250 000 ouvriers (et dans son dix-neuvième mois pour 25 000 d'entre eux). Elle représente sans aucun doute une lutte historique de la classe ouvrière indienne et même de la classe ouvrière du monde entier. Mais, plus les enjeux politiques de la grève apparaissent évidents, plus il est clair que les travailleurs ne pourront pas gagner sans un vaste soutien en Inde et ailleurs. C'est pourquoi, pour tous les travailleurs indiens, la tâche de l'heure est-elle de se mobiliser aux côtés des ouvriers du textile de Bombay. C'est aussi une tâche pour les travailleurs des autres pays — en premier lieu des industries textiles — qui peuvent manifester leur solidarité en envoyant des motions de solidarité et de l'aide financière aux grévistes qui entament leur deuxième année de lutte. ■

SOLIDARITE

Les messages de solidarité avec les grévistes du textile peuvent être adressés à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), 37-41 rue de la Montagne-aux-Herbes-Potagères, Bruxelles, Belgique, en lui demandant de faire suivre au MGKU, le syndicat des grévistes de Bombay. Copies de ces messages doivent être aussi adressées à la revue de la Ligue communiste, *Proletarian Politics*, K-8 Nensy Colony, Express Highway, Borivli (East), Bombay 400066.

Amar JESANI
Kunal CHATTOPADHYAY
Bombay, novembre 1982.

SUEDE

Un trotskyste réélu au comité d'atelier de Volvo

Quelques jours avant les fêtes de fin d'années 1982, Gote Kilden, un membre dirigeant du Socialistiska Partiet (SP, Parti socialiste, section suédoise de la IVe Internationale) a été réélu président de son comité d'atelier à l'usine d'automobiles et de poids lourds Volvo de Goteborg par un vote majoritaire des 2/3 et ce, malgré la campagne hargneuse menée contre lui par la direction du syndicat social-démocrate.

Les sociaux-démocrates, qui contrôlent le mouvement ouvrier suédois de la base au sommet, avaient, par exemple, refusé sa participation aux négociations sur un projet de réorganisation de la production, alors même que tous ceux qui étaient concernés avaient réclamé par écrit qu'il soit associé à ces discussions. Les dirigeants syndicaux sociaux-démocrates expliquaient alors que Gote Kilden ne représentait pas véritablement le point de vue des travailleurs lorsqu'il s'opposait aux voyages d'agrément au Portugal des dirigeants syndicaux, qu'il s'opposait à ce que les travailleurs soient mis à contribution pour accroître les fonds de la compagnie, ou quand il réclamait que les contrats collectifs satisfassent des revendications refusées au niveau national.

« Aussi, le vote est-il devenu un référendum sur toutes ces questions », a précisé Gote Kilden à *Internationalen*, l'hebdomadaire du Parti socialiste. L'élection rencontra d'ailleurs un intérêt particulier, clairement exprimé par la participation au vote, qui atteignit 70 %, contre 50 % en temps normal.

Les sociaux-démocrates essayèrent bien d'obtenir un strict vote de parti. Mais cette fois cela se retourna contre eux, car la politique d'austérité du nouveau gouvernement social-démocrate est très impopulaire dans les entreprises. Gote Kilden, commentant son élection dans les colonnes de *Internationalen*, affirma : « Je pense que les résultats montrent que le Parti socialiste ne s'est pas isolé en présentant ses propres candidats face aux sociaux-démocrates lors des élections générales de l'année dernière. Au contraire, ce vote représente une confirmation du fait que nous avons suivi une ligne politique conséquente. »

Dans son atelier, l'orientation de Gote Kilden représente une alternative pour les travailleurs écœurés par la corruption

des dirigeants sociaux-démocrates locaux. *Internationalen* note « que lorsque les sociaux-démocrates ont distribué leur bulletin de vote dans le hall, le ton fut donné par un de ces vieux travailleurs qui votent social-démocrate depuis de nombreuses années. Totalement écœuré par les petits voyages et la suffisance des dirigeants locaux, il s'écria : "Non, cette année on ne vote pas pour élire l'agence de voyages !" ».

Le résultat du scrutin fut de 228 voix pour Gote Kilden contre 100 pour son adversaire social-démocrate.

Lors de ces élections, les maoïstes du Parti communiste marxiste-léniniste (révolutionnaire) (KPML)(r) qui, d'habitude, boycottent les élections syndicales, ont appelé leurs partisans à voter pour Kilden.

La grande presse commenta largement le résultat de ce vote comme étant la marque de la radicalisation de l'état d'esprit des travailleurs.

AVERTISSEMENT

Pourquoi INPRECOR passe à 28 pages

En ce début d'année 1983, la hausse générale des coûts de fabrication d'*Inprecor* nous a amenés, comme chaque année, à envisager une nouvelle augmentation du prix de vente du numéro et du tarif des abonnements. Pour une revue de 36 pages, la perspective ne pouvait être que celle d'une augmentation immédiate à 12 francs français le numéro et d'un passage rapide à 15 francs. Avec des augmentations analogues pour les abon-

nements: La rédaction d'*Inprecor* se trouvait donc devant le choix suivant : soit augmenter le prix de vente de la revue, soit diminuer quelque peu le nombre de ses pages. Nous avons choisi la seconde solution : le passage de 36 à 28 pages.

Pour nous, ce choix d'une réduction de la pagination ne signifie nullement un affaiblissement de la couverture politique des événements internationaux assurée par *Inprecor*. Un effort rédactionnel particulier va donc être entrepris par tous les collaborateurs d'*Inprecor* pour maintenir la qualité politique actuelle et la lisibilité de la revue, publiée tous les quinze jours sous la responsabilité du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle formule ni d'un remaniement de fond.

La croissance actuelle des abonnements et des ventes d'*Inprecor* montre l'intérêt qu'il suscite parmi une large couche de militants et de militantes. L'augmentation de son prix de vente dans ces conditions se transformerait en un obstacle à sa diffusion. *Inprecor* propose certes une série d'informations et d'analyses particulières. Mais la possibilité d'étendre sa diffusion est néanmoins réelle. Nous nous proposons donc d'augmenter de 300 le nombre de nos abonnés pour la fin du premier semestre 1983. Pour ce faire les sections de la IVe Internationale de langue française doivent entreprendre un effort particulier de diffusion. Mais chaque lecteur et chaque lectrice peuvent aussi apporter leur contribution à cette campagne de diffusion en faisant connaître *Inprecor* dans leurs syndicats, leurs comités de solidarité ou plus simplement ... en se réabonnant régulièrement.

LA REDACTION,
10 janvier 1983.

librairie diffusion LA BRECHE

5 % de réduction sur tous les livres

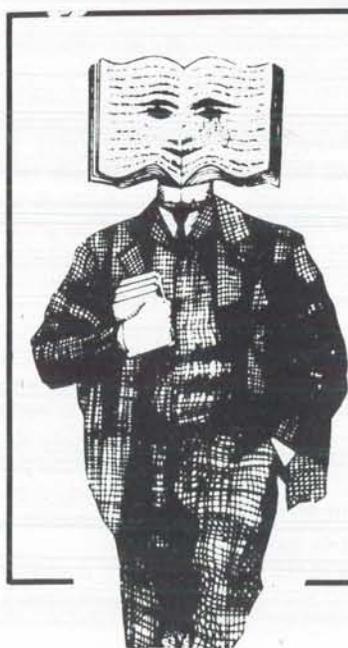
*** * ***

Horaires d'ouverture :

— le lundi de 14 h à 20 h

— du mardi au samedi
de 12 h à 20 h

9, rue de Tunis,
75011 PARIS. Tél : 367 63 57





NICARAGUA

Le plan d'invasion des somozistes a échoué

Malgré leurs tentatives d'occuper militairement une localité du nord-ouest du Nicaragua pour constituer une tête de pont et y installer un « gouvernement provisoire » et ensuite continuer à avancer vers le reste du pays, les unités d'anciens gardes somozistes entraînés au Honduras viennent de subir le revers le plus sérieux de leurs derniers mois d'opérations. La ville de Jalapa qui se trouve dans le département de Nueva Segovia, à 286 km au nord de Managua, était la cible visée par les contre-révolutionnaires, dans le cadre d'un plan qui prévoyait la prise de la localité par encerclement à partir de trois points alentours. L'axe principal de cette offensive aurait dû être une attaque militaire lancée depuis la frontière hondurienne et appuyée par des opérations lancées au même moment depuis l'est et le sud du territoire nicaraguayen.

Ce plan, — dont le point culminant était planifié pour les 13, 14 et 15 décembre — avait été conçu en octobre dernier, après l'échec de la tentative d'occupation militaire du port de Puerto Cabezas sur la côte Atlantique.

Cette fois-ci, les somozistes — qui sont au nombre de 2 000 dans la région — ont utilisé une force estimée à 450 hommes, se déplaçant en groupes de 40, 50 et 100 éléments, tout le long de la ligne frontière, et ont livré au cours de ces huit derniers jours d'importants combats contre l'Armée populaire sandiniste (EPS), utilisant de l'artillerie lourde dans les régions de La Providencia, Yumpali, El Aguila, San Francisco, El Carbon, La Esperanza et Cerro Nubarrones. A la suite de ces affrontements, on estime que les assaillants ont subi entre 60 et 100 pertes, et la perte de quelque 30 animaux de charge utilisés pour transporter leurs blessés et leurs morts.

L'assassinat de paysans et de techniciens agricoles, le sabotage de plantations

de tabac et de véhicules de transport de grains, ont été quelques-unes des actions menées ces derniers mois par les unités somozistes armées, aux abords des hauteurs de Nubarrones. A 200 m de la ligne frontière a été découverte une fosse commune contenant plus de 10 cadavres de paysans enlevés par une bande contre-révolutionnaire. « *Nous ne triompherons pas, mais nous tuerons* », telle était la consigne des somozistes, selon les témoignages de soldats nicaraguayens.

Au milieu des tirs nourris des fusils d'assaut FAL et M-16, des mortiers de 107 mm (arme réglementaire de l'armée hondurienne) et des rafales d'AK-47 de fabrication chinoise, on entend souvent des cris comme « *Avec Dieu et sans communisme!* », une des devises favorites des ex-gardes de Somoza. Des bibles et des livres de cantiques religieux ont été trouvés dans l'un des postes de commandement de la contre-révolution détruit par l'EPS. A côté de ces textes, il y avait des vivres et des médicaments fabriqués au Honduras et de l'équipement militaire d'origine nord-américaine.

Ce poste de commandement localisé sur les hauteurs de La Providencia en territoire nicaraguayen a été bombardé au mortier par les troupes sandinistes le vendredi 10 décembre, action au cours de laquelle ont été tués des chefs d'un grade élevé de la bande contre-révolutionnaire, action après laquelle — selon ce qu'ont affirmé les dirigeants de l'EPS présents dans la région — « *les plans d'agression ont été désarticulés* ». A La Providencia qui, durant presque un mois est restée aux mains des ex-gardes somozistes, on peut voir aujourd'hui plus de dix postes de tir, des tranchées et des refuges construits par les contre-révolutionnaires pour défendre leurs positions et favoriser leur avance à l'intérieur du pays.

Après la désorganisation de la pointe avancée du plan des somozistes tendant à

occuper Jalapa, leurs forces ont commencé à agir de manière désordonnée dans les autres positions établies à l'est et au sud de cette ville. Actuellement, d'intenses combats se poursuivent à La Pita et à Buena Vista, à 12 km au sud de Jalapa, points à partir desquels les contre-révolutionnaires cherchent à se replier vers le Honduras, en rompant l'encerclement opéré par l'armée nicaraguayenne.

Les hameaux existant tout le long des 15 km de la bande frontière sont inhabités. Une grande partie de leurs occupants ont cherché refuge à Jalapa, où les autorités régionales étudient des projets de réinstallation dans des endroits sûrs.

En attendant, la population de la vallée de Jalapa accroît son niveau d'auto-défense militaire, des milliers de miliciens et de réservistes montent la garde jour et nuit dans les centres de travail, les rues et les habitations de la zone.

Parmi eux, Franklin Castillo, âgé seulement de douze ans, monte la garde non loin d'un chemin désolé et obscur. L'enfant, qui depuis un an appartient aux milices de Jalapa, a participé récemment à un combat de quatre heures contre une unité somoziste qui a attaqué les hauteurs de La Cruz, toutes proches de la ville.

Plusieurs bataillons de réservistes — dans leur majorité formés de paysans — sont répartis dans toute cette région montagneuse, où l'on s'attend à ce que les combats se poursuivent encore pendant plusieurs semaines : « *Ici nous passerons les fêtes de la Nativité en tirant des coups de feu pour que les autres Nicaraguayens passent la fin de l'année en paix* », affirme Leonardo Canales, un officier de l'EPS en fonction sur les hauteurs de El Coyolito, à seulement 3 km de la frontière avec le Honduras.

Du fait des difficultés d'approvisionnement, le bataillon qui se trouve dans cette zone a dû s'alimenter durant une semaine avec seulement des citrons et des oranges dont les arbres poussent sur ces hauteurs. El Coyolito a été défendu par l'EPS lors du long affrontement du 9 décembre dernier, quand les somozistes l'ont attaqué pendant deux jours au mortier et à la mitrailleuse lourde. « *Cela a été très dur, nous avons dû combattre nuit et jour... Nous avons dû creuser nos postes de tir avec les ongles, jusqu'à ce qu'arrivent les renforts* », nous indique Leonardo Canales.

Le nombre exact des pertes occasionnées aux contre-révolutionnaires n'a pas encore été comptabilisé par les autorités, mais des cadavres de somozistes continuent à être retrouvés dans la forêt. Il n'y a pas non plus de chiffre exact des morts et des blessés dans les rangs des troupes sandinistes, mais le commandant Manuel Salvatierra, chef de la IIe Région militaire qui a son siège dans la ville d'Ocotol, au nord du pays, a assuré que « *le coup porté à la contre-révolution a été efficace* ».